

N° 48 - 5,00 FF

Semaine du 5 février au 11 février 1982

SA FRONTIÈRE

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde

Avignon :

120 saisonniers
en grève de la faim :

**MOHAMED
C'EST COMMENT
L'ESCLAVAGE ?**

**C'EST PAS
'ROSE'**

LE RAPPORT SUR LES CRIMES RACISTES.

THEATRE : UN IMMIGRE A CHAILLOT

BELLEVILLE : LA MORT D'UN VIEUX CAFE

A LA UNE

120 grévistes de la falm à Avignon : vers l'affrontement Pages 3 et 4

ICI ET LA

Le rapport sur les crimes racistes Pages 5 et 6

Des jeunes pour l'égalité des droits Page 7

La mort d'un café à Belleville Pages 8 et 9

Beaubourg reprend Page 9

SUD-SUD

Entretien avec Evelyne Sullerot Pages 10 et 11

Tiers-Mondistes pour quoi faire : Nord-Sud Formation Page 11

Namibie : de la résistance à la lutte armée Page 12

CULTURE

Théâtre : un immigré à Chaillot Page 19

Cinéma : à propos de la Peau et du Faussaire Page 17

Sans Frontière Services Page 19

sansfrontière

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBELAID
Joël BOULARD
Saïd BOUZIRI
Peira CAVA
Madjid DABOUSSI
Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMANN
Maria KALALOBÉ
Daniel Lacerda
Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA
Mohamed NEMMICHÉ
Blaise N'DJEHOYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Leïla SEBBAR

Edouardo OLIVARES
PACO
Hassan Zeroual
Fowzia ZOUAOUI
ABONNEMENTS
Ali MAJRI
NOURREDINE
PUBLICITE :
Leïla HADDAD
Habib ARFAOUI
Marc WEITZMAN



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°
Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Mon

Ecoute, Monsieur Dupont

Monsieur Dupont :

J'ai lu votre admirable lettre dans « Sans Frontière » n° 46.

Vos arguments sont indiscutables et je comprends parfaitement, cher monsieur, que vous en avez marre d'être pris pour une vache à lait, vous ne l'êtes certainement pas, mais vache tout court, je crois que c'est très envisageable. Je Et encore, une vache n'est peut-être pas aussi « con ». Pardonnez-moi l'expression mais je n'ai trouvé mieux pour vous dire ce que j'ai pensé de vous spontanément, lorsque j'ai eu fin de lire votre lettre. Je vous ferais remarquer que je l'ai lue jusqu'au bout ; mais vous avez-écoutez jusqu'au bout le journaliste de S.F. lorsqu'il a pris la parole aux dossiers de l'écran ?

Ou bien avez-vous fermé les oreilles dès que le mot « raciste » a été prononcé ? vous n'avez même pas remarqué qu'il parlait sur un autre ton que le vôtre.

Permettez-moi de vous proposer d'aller faire un petit tour dans une famille arabe, et vous verrez (si vous souriez cependant) que leur accueil est mille fois plus chaleureux que le vôtre, quand vous recevez des amis (vous arrive-t-il d'éprouver de l'amitié ?).



Je suis française et des gens comme vous me donnent honte de l'être. Tant que vous serez vous même insolent et agressif, ils le seront aussi. Qu'attendez-



Photo Jamaï

vous donc d'eux ? qu'ils mangent dans la soupe dans laquelle vous avez craché ? qu'ils tendent l'autre joue ? avant de vouloir chager les autres, il faudrait de temps en temps regarder votre conscience dans la glace. Peut-être l'avez-vous fait une fois mais votre conscience est trop laide, alors vous hésitez à vous poser des questions. C'est sans doute pour cela que vous en-êtes arrivés à écrire cette lettre (de menaces ?).

Autre point que je voudrais éclaircir. D'abord, vous reprochez aux arabes de peupler les prisons et les hôpitaux. C'est à croire, qu'ils aiment avoir des accident de travail, ou que le site de Fleury-Mérogis les fascine.

Ensuite, n'avez-vous jamais été au chômage ? Apparemment non. Alors, vous ne savez probablement pas, que le travail ne court pas les rues. Vous ne savez pas ce que c'est de vouloir travailler, mais ne pas pouvoir. De vouloir de l'argent, comme tout le monde, mais de ne pas en avoir, d'être jeune et de ne pas pouvoir aller au cinéma ou en boîte quand on en a envie, de s'amuser, d'oublier sa merde de temps en temps. Que voulez-vous faire quand vous n'avez ni boulot ni argent à part traîner dans les rues. A moins de rentrer

dans l'armée. Là, vous penseriez autre chose des arabes s'ils s'engageaient pour défendre votre Patrie, s'ils allaient se faire massacrer pour vos intérêts.

Enfin, pour terminer (j'aurais pourtant encore plein de choses à vous dire) je suis persuadée que ce sont des gens comme vous qui rendent la France si moche. Je m'excuse, j'ai perdu mon sang froid. Mais je voudrais vous dire que nous tournons tous en rond.

Chacun renvoie la faute à l'autre.

Si vous êtes intelligent, prouvez-le. Vous devez penser « Mais est-ce qu'une gamine de 20 ans oserait me faire la morale ? qu'elle retourne chez sa mère ».

Je regrette, cher monsieur, mais je voudrais simplement que vous réfléchissiez un peu. Il dépend de chacun que le monde soit un petit peu plus joli à regarder. Il faut arracher les oeillères qui nous empêchent de voir les autres tels qu'ils sont. Avec les défauts, certes, mais quand on sourit à un visage tellement plus humain, plus rassurant, plus vrai.

Cathy Canaver

P.S. : Quand on est aussi farouchement engagé, la moindre des choses serait de signer.

Le symbole d'une convergence

Nous avons enregistré avec une vive satisfaction la publication dans votre hebdomadaire du 8 janvier 1982 d'un article intitulé « Histoire d'une amitié » et que l'on peut considérer comme le symbole d'une convergence, d'un lien entre deux sortes d'oppression : l'oppression raciale (contre les immigrés), et l'oppression sexuelle (contre les homosexuels/les).

Nous pensons que nous devons approfondir la solidarité entre nos deux communautés. Et peut-être avant tout, apprendre aux homosexuels et lesbiennes à mieux connaître les immigrés/ées, et apprendre à ces derniers à mieux connaître les homosexuels/les. Sans oublier que certains sont à la fois immigrés et homosexuels, ou immigrées et lesbiennes. Cette double oppression ne facilite guère la prise de conscience d'une identité.

Nous vous rappelons que le Cuarh a maintes fois répété son opposition à toutes les formes de racisme, quelles qu'elles soient, et qu'il avait soutenu le Marché National des travailleurs immigrés le 4 avril 1981.

Nous vous proposons de rencontrer des membres de votre comité de rédaction, pour approfondir cette discussion et voir si des convergences sont possibles entre votre journal et celui que nous publions, Homophomies ;

Salutations militantes et anti-racistes.
Pour la Commission Parisienne du Comité d'Urgence Anti-répersion homosexuelle.

Jean-Marc CHOUB

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	Chômeurs et étudiants*		
	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Abonnement Règlement *Sur justificatif

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.

120 « Clandestins »
en grève de la faim
en Avignon :

LES SAISONNIERS ET « LA ROSE »

La grève de la faim d'Avignon pose avec éclat le problème des saisonniers et des sans-papiers dans l'agriculture méridionale. Mais au-delà de cet aspect, c'est tout le déroulement de l'opération de régularisation qui semble être remis en cause.



Aix : le logement des saisonniers de Grégori : une serre !!

C'est le mardi 2 février en début d'après-midi que près de cent travailleurs sans-papiers, marocains et tunisiens, ont commencé leur grève de la faim illimitée, dans la paroisse Saint-Joseph, au quartier Champfleury en Avignon, une église qui avait déjà accueilli, en décembre 1974, un mouvement similaire.

C'est dire que les problèmes des saisonniers et des clandestins dans l'agriculture est « vieux », et que cette grève de la faim, quel qu'en soient les développements, aura le mérite de poser publiquement le sort de milliers et milliers d'immigrés, travaillant dans un secteur sensible, et en ébullition depuis le 10 mai dernier, comme on a pu le constater lors des multiples déplacements de Mme Cresson, Ministre de l'Agriculture.

Un secteur en crise aussi, puisque, à ce qu'on nous dit ici et là, l'Europe verte tarde à se faire et la politique agricole de la C.E.E. a du plomb dans l'aile.

Cela pourrait être un casse-tête pour les technocrates en réunion à Bruxelles si le sort des milliers de saisonniers et de clandestins n'était pas en cause. Un sort peu enviable. En Avignon, on appelle le Vaucluse « le jardin de la France ». Une belle appellation qui cache une triste réalité : celle de l'agriculture méridionale.

Dans ce département comme dans tant d'autres (l'Hérault, le

Gard, le Var, le Lot...) l'agriculture n'a pu vivre et se développer grâce à un fort contingent de saisonniers et de clandestins, car si certaines activités ont pu, grâce à la mécanisation, se passer de main d'oeuvre (telles la moisson, la culture et la récolte de la betterave, et bientôt les vendanges), d'autres comme la récolte des fruits et légumes, ou le forestage sont de grands demandeurs de main-d'oeuvre. C'est pourquoi l'immigration saisonnière s'est développée passant de 11 500 en 1946 à 144 000 en 1972 avec un fort contingent d'espagnols, en

passé d'être rejoint depuis 10 ans par un fort courant d'immigration marocaine. Celui-ci est de nature très différente, ne serait-ce que parce que la majorité des marocains, arrivés en France avec un contrat saisonnier, aspire à rester en France. Pour eux, comme pour certains saisonniers espagnols venant d'Andalousie, la seule solution est de rester en France, quitte à « sombrer » dans la clandestinité, à la merci des exploitants agricoles. C'est le seul moyen de « vivre » voire parfois, d'aider la famille laissée au pays, à survivre.

C'est le cas des grévistes de la

faim d'Avignon, mais aussi d'autres immigrés à Nîmes ou Montpellier ou d'autres mouvements risquent d'éclater dans les jours et semaines qui viennent, car il semble bien que l'opération de régularisation engagée depuis le 1er septembre n'a pas du tout réglé le problème.

Ecartés par la circulaires du 11 août du bénéfice de cette opération, les saisonniers n'ont été intégrés dans la procédure que le 20 novembre 81. Trois conditions ont été posées par la circulaire interministérielle (obtenue, nous-a-t-on dit après de laborieuses négociations avec le ministre de l'agriculture). Après avoir travaillé durant 21 mois sous contrat durant les trois dernières années et fournir un contrat de travail d'un an. Ces instructions données un mois avant l'expiration de la procédure de régularisation ont été modifiées le 29 décembre 1981.

L'administration n'exige plus maintenant que 21 mois de travail effectif durant les cinq dernières années et un contrat de travail de quatre mois. La date limite du dépôt des dossiers fixée au 29 janvier, est de nouveau repoussée jusqu'au 26 février. Ces aménagements progressifs, révèlent peut-être la bonne volonté dont fait preuve le secrétariat d'état mais montrent quelque part l'ampleur du problème.

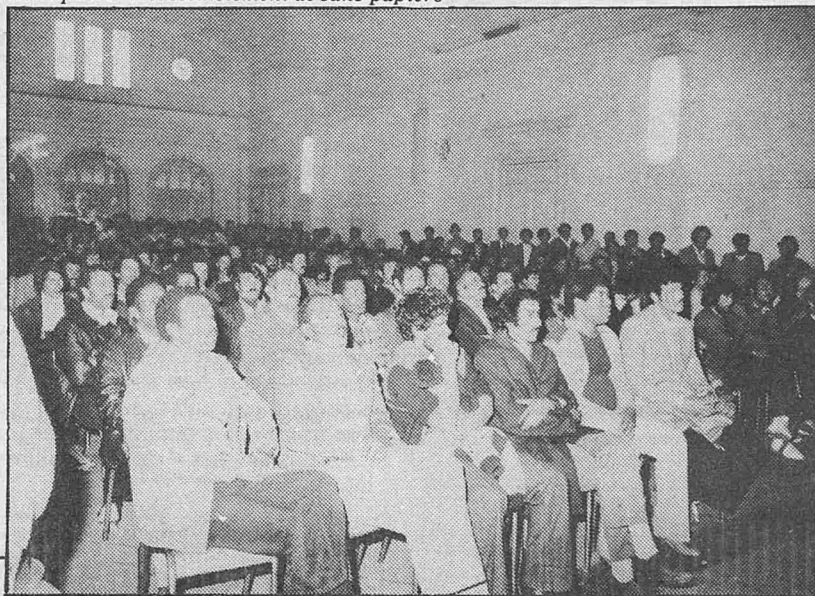
« Dans le sud », explique un militant de l'Association des Marocains en France, qui soutient la grève, avec l'Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens, « les autorités ont tenté de saboter la régularisation. Ce n'est que le 10 décembre que l'opération a commencé. En Avignon, on ne délivrait jusqu'à cette date, que des autorisations provisoires de séjours. Les saisonniers ont été donc handicapés.

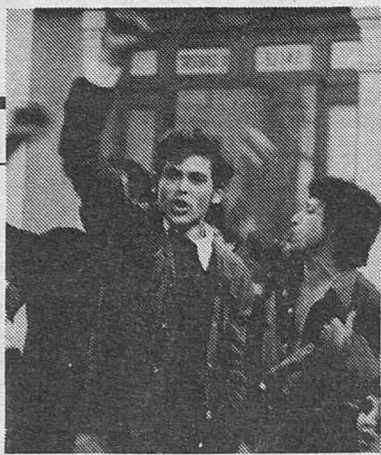
Le contrat exigé, même s'il n'est que de quatre mois, maintient le statut de saisonnage dont nous demandons la suppression. Les saisonniers sont la seule catégorie de sans-papiers à qui on demande un contrat, alors que d'autres clandestins ont pu bénéficier de la régularisation sans contrat, en fournissant simplement des preuves sur leur emploi.

C'est pourquoi nous ne nions pas les acquis de cette opération. Le gouvernement est entre deux choix, et il doit trancher : les droits minimum de ces travailleurs d'une part, et le résidu de l'ancienne politique dans l'agriculture d'autre part. »

Au secrétariat d'état, on estime que l'assouplissement intervenu la semaine dernière permettra de régulariser de nombreux saisonniers et qu'on ne peut envisager à court terme la suppression du saisonnage.

Montpellier : Rassemblement de sans-papiers





LA ROSE...

Même son de cloche à la direction des affaires sociales, au ministère de l'agriculture, qui semble être plus préoccupée de la situation des agriculteurs. « la situation varie d'un département à l'autre et parfois d'une exploitation à une autre. Cela dépend de la taille de l'exploitation, de son activité - monoculture ou polyculture - et toute transformation du statut des saisonniers implique de longues et nombreuses études et négociations. On ne peut pérenniser des « saisonniers » alors que les exploitations ne peuvent fournir du travail durant toute l'année ».

Une solution intermédiaire avait été pourtant envisagée : la création de « bourses du travail » dans les départements à forte activité agricole. Ces ANPE d'un genre particulier auraient facilité « la rencontre » entre agriculteurs français et immigrés récemment régularisés.

« Nous n'avons pas repoussé cette idée, explique un militant de la MTI, mais nous demandons que ces « bourses de travail » soient sous la responsabilité de l'administration, sans intervention des patrons. Nous voulons aussi que le gouvernement se penche sur la question du logement des immigrés dans les exploitations agricoles. Elle est, plus qu'ailleurs, catastrophique ».

En attendant, la grève d'Avignon intervient au moment où l'on commence à esquisser ici et là les premiers bilans de la régularisation. Les associations de la MTI veulent que cette grève soit l'occasion d'un examen approfondi de la situation des laissés pour compte de l'opération :

« Cinq sortes de gens n'ont pu en bénéficier - m'explique t-on - les marchands ambulants qui se réunissent chez nous toutes les semaines. Ils ont pris contact avec le ministère du commerce et nous attendons ses propositions. Ils sont au nombre de 800. Il y a ceux qu'ils n'ont pas de travail en ce moment, ou parce qu'ils ont de faux papiers. Certains travaillent régulièrement avec de faux papiers et n'osent pas dévoiler à leurs patrons leur situation. D'autres « sans-papiers » sont arrivés après le premier janvier 1981.

Nous avons 800 dossiers de clandestins entrés entre le début de l'année 1981 et l'élection de François Mitterrand. Même si nous sommes contre le principe, nous ne prenons pas les dossiers de ceux qui sont entrés après le 21 mai. Enfin il y a les refusés dans les commissions et les anciens expulsés qui n'ont pas encore reçu de réponse à leur demande d'abrogation de l'arrêté d'expulsion ».

Autant de situation particulières, qui se transformeront en conflits, si on ne leur apporte pas de solutions adéquates en concertation avec les intéressés. La grève de la faim d'Avignon est, à cet égard, un test de la nouvelle politique envers les immigrés.

K.B.

120 « Clandestins » en grève de la faim en Avignon : SI L'ESCLAVAGE M'ETAIT RACONTE

Mai 1974. Place de la Rotonde à Aix-En-Provence. Lazhar, immigré tunisien régularisé lors des grèves de la faim contre la circulaire Marcellin - Fontanet, remarque une quarantaine d'immigrés rassemblés sur la place. Les djellabas et les bonnets verts qu'ils portent ne laisse pas de doute quant à leur nationalité : Ce sont des marocains, originaires du Rif « Nous travaillons dans une exploitation agricole, lui disent-ils, chez Grégori, nous sommes en grève. Nous cherchons l'adresse du syndicat ».

Avec Gérard Turret, Secrétaire de l'UL CFDT, nous découvriront le soir, à la ferme Grégori « le spectacle » effroyable de leur logement : Quarante lits disposés dans une serre, à côté des plantes. Depuis que les baraquements préfabriqués où ils habitaient avaient brûlé, ils étaient logés dans ces serres.

Nous découvrirons les contrats saisonniers de quarante cinq jours,

payés à des trafiquants, Marocains et Français, mille à deux mille francs, les journées de travail de douze heures, les dimanches non chômés, la solitude de ces saisonniers qui ne parlaient que le berbère ou l'espagnol.

Bref, l'esclavage à quelques kilomètres de la belle cité du Roy René.

Lazhar décrira cette situation dans un beau poème « Chez Grégori, une fleur vaut un arabe mon cher. Regardez ce qui est arrivé lorsque je lui ai parlé des papiers, mon cher, la politique c'est interdit mon cher ».

شي كرتوني والوردة تسوي
عربي... يا حبيبي
كلمتو نهار عن الأوراق
شئو ليحار... يا حبيبي
البوليتيك... سي أنطردى
يا حبيبي

La FASTI fait le bilan

IMMIGRATION ET TIERS-MONDE

Les ASTI réunies en rencontre Nationale les 30 et 31 janvier 1982 à Chalon/Saône, dénoncent les critères actuels de régularisation des travailleurs « sans-papiers », en particulier celui de l'emploi et de la date d'entrée comme conditions nécessaires.

Le gouvernement, en imposant les critères établis arbitrairement et sans concertation des associations concernées, a rendu les travailleurs immigrés victimes de licenciement abusifs et de trafics (vente de faux papiers) et à accentuer leur exploitation.

La lenteur de la procédure, l'arbitraire avec lesquels les dossiers sont traités d'un département à l'autre, d'une personne à une autre entretiennent un climat d'insécurité et d'injustice.

D'où une première revendication urgente la régularisation sans conditions de tous ceux qui ont déposé un dossier ou ceux qui ont retiré une autorisation provisoire de séjour.

Toutefois, nous pensons que cette procédure exceptionnelle ne

règle pas les problèmes de tous les travailleurs sans papiers.

Nous réaffirmons les positions prises au Congrès de la FASTI, notamment, la revendication de la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers mais en précisant que cette revendication ne peut-être dissociée de la dénonciation de l'exploitation des peuples du Tiers-Monde.

En effet, il est nécessaire de faire, avec les Associations Tiers-Mondistes, une analyse de l'exploitation des peuples du Tiers-Monde en la reliant à la situation du marché de l'emploi en France pour sensibiliser l'opinion publique sur l'importance de la solidarité avec les travailleurs sans-papiers.

Dès maintenant, nous pouvons faire l'argumentation suivante :

- 1) - Si les travailleurs sont venus, c'est pour travailler, ils sont acculés à l'immigration,
- 2) - S'ils sont venus, ils ont acquis des droits,
- 3) - La fermeture des frontières ne résoudra pas le problème de l'entrée clandestine de nouveaux travailleurs,

Avec cette grève, les sans-papiers de l'agriculture faisaient leur intrusion dans l'histoire sociale de l'immigration.

Décembre 1974 : Avignon... Montpellier... Nîmes... Montélimar... Grèves de la faim... Occupations des ANPE, des DD-TMO... Pétitions et expulsions... Les saisonniers du midi commencent un mouvement qui va s'étendre à plusieurs départements.

A Montpellier, ils organisent un colloque, à Paris, ils occupent le siège de la Ligue Arabe et se font expulser manu-militari des locaux de l'ONL... Des victoires sont pourtant arrachées (suppression du contrat de quarante cinq jours... des centaines de régularisations) mais le problème n'est pas pour autant résolu.

Reste le trafic de main-d'oeuvre qu'Akouh va décrire dans un poème : « Mes frères savez-vous ce qui m'est arrivé avec le sinistre trafiquant qui s'appelle Touimer, il m'a vendu un contrat pour le prix

d'un âne et d'une vache ».

إخوتي، هل بعلمكم
التويمر الغدار؟
كيف اشتريت كنفرا
ثمها بقرة وحمار

Reste l'exploitation dans les fermes, l'avidité au gain de petits paysans qui n'échappent à la faillite que grâce aux sans-papiers, la voracité de gros propriétaires, l'isolement dans « les mas » du Midi, les vendanges faites, douze heures durant en plein jeûne du Ramadan... et l'obligation de fermer sa gueule, si on veut se voir renouveler le contrat saisonnier nominatif.

Sept ans après, et quelque soit l'arrière plan de la grève de la faim d'Avignon, cette action est un combat pour la liberté.

K.B.

4) - Un grand nombre de travailleurs ont travaillé ici, sans droits reconnus, grâce à la complicité des pouvoirs publics et des employeurs et il est juste qu'un gouvernement de gauche leur reconnaisse ces droits.

5) - Les travailleurs immigrés ont le droit d'être reconnus comme personnes et pas seulement comme force de production (s'ils viennent, c'est en fonction d'une situation très difficile dans leurs pays d'origine dont la France, avec d'autres pays industrialisés (ou riches) est en grande partie responsable).

Tant que les relations Nord-Sud, les accords de stabilisation de prix des matières premières, etc... ne seront pas résolus, nous continuerons à lutter pour le droit, pour tous de vivre et de survivre.

Propositions d'actions

1) Nous prononcer pour la régularisation inconditionnelle et à tout moment de tous les sans papiers, signifie concrètement que nous nous opposerons à tout roulement et toute expulsion par tous les moyens à notre disposition (création de collectifs, secours juridiques, appel à l'opinion publique, etc...)

De même, nous soutiendrons toute lutte de travailleurs immigrés pour leur régularisation, et nous opposerons fermement à tous contrôles et rafles policières.

Au cas où une procédure de régularisation permanente serait instaurée, la FASTI plaidera systématiquement pour la régularisation des immigrés concernés en jugeant que ce n'est pas aux travailleurs immigrés de payer « les pots cassés » du déséquilibre international.

2) Nous demanderons, à chaque occasion, l'abrogation de la loi sur l'entrée et le séjour et de toutes les lois ou structures qui vont à l'encontre de l'égalité des droits entre travailleurs immigrés et travailleurs français.

3) Nous devons accroître notre collaboration avec les associations Tiers-Mondistes, sensibiliser l'opinion publique sur les causes de l'immigration.

Nous devons également dénoncer les accords bilatéraux signés sans consultation des populations concernées, en prenant contact avec les forces progressistes des pays d'origine.

De même, nous établirons les liens avec les associations d'immigrés ou de solidarité avec les travailleurs immigrés dans les autres pays d'Europe.

4) Dans un contexte de crise internationale, où l'on voit se développer des réflexes de chauvinisme, les ASTI ont une tâche particulière d'explication auprès des Organisations syndicales afin qu'elles intègrent dans leurs revendications, le respect de l'égalité des droits entre travailleurs Français et Immigrés.

Nous serons écoutés et soutenus dans la mesure où nous saurons contribuer activement aux luttes que mènent la classe ouvrière française pour le droit à l'emploi, contre la précarisation du travail, pour la réduction du temps de travail, pour le contrôle sur les conditions d'embauche et de licenciement.

5) Afin de défendre efficacement nos positions, il est prévu de réunir dans un document tous les arguments échangés au cours de la Rencontre, tous les problèmes posés par la libre circulation et la régularisation inconditionnelle des sans-papiers.

A Chalon/Saône
Le 31 janvier 1982

RASSEMBLEMENT NATIONAL DES SANS PAPIER COLLOQUE ANTI-RACISTE MONTPELLIER 16 FEV.

DÉPART EN CARS PRÉVU LE SAMEDI

Permanences : MJC des Aygaldes - Tél. 60.87.72
Renseignements : Librairie Lire - Tél. 33.16.11

COLLECTIF MONTPELLIER SOUTENU PAR :

Comité Anti-raciste, Comité de Soutien aux travailleurs immigrés, Mouvement des travailleurs arabes - OCR, LCR, SCI, Al Charara, Comité de Larzac, Révolution Afrique.

Il faut appeler un chat, un chat !

Rapport Barot sur le racisme

« LES ARABES ET LES JUIFS LES PLUS VISES DEPUIS 1974 »



Délégation à l'Ambassade d'Algérie après l'assassinat du jeune Djellali Ben Ali en 1971.

Nous vous avons présenté la semaine dernière, des extraits du rapport de Stanislas Mangin publié en annexe du bilan de la commission Bloch Lainé. Cette semaine, S.F. vous propose de larges extraits du rapport de Mlle Barot sur le Racisme et l'Antisémitisme.

Evolution du racisme et de l'antisémitisme

La loi du 1er juillet 1972, votée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale et le Sénat a doté la France d'une législation qui semblait devoir être efficace pour lutter contre le racisme.

Le racisme y est défini comme « toute discrimination, haine ou violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou non-appartenance à une ethnologie, nation, une race ou une religion »

Après la période tragique de Vichy et de l'occupation allemande et le paroxysme atteint par l'antisémitisme et le racisme à l'égard des gitans, certains avaient pensé la résurgence de l'antisémitisme et du racisme impossible. De nombreux travaux avaient montré le manque de

fondement scientifique à la notion de race. Mais il fallait bien reconnaître que ce « mythe » avait créé une réalité sociale. Les pouvoirs publics affirmaient leur résolution de combattre cette « lèpre »

Les Nord-Africains et les juifs sont les deux groupes pour lesquels la situation a le plus gravement empiré depuis 1874.

Les incidents vont de la provocation injurieuse à la rixe et à l'attentat soigneusement préparé. Ils deviennent de plus en plus nombreux au cours des années. Bondy, Créteil, Gennevilliers, Lyon sont devenus tristement célèbres.

Le 2 décembre 1977, à 9h30 du matin, en plein Paris, 3 hommes pénètrent dans la cour de l'immeuble où se trouve l'Amicale des Algériens en Europe, et tirent à bout portant 11 balles contre Laid Sebaï le gardien de nuit qui au pied de l'ascenseur s'appretait à rentrer chez lui.

Sebaï est algérien, 36 ans, père de 3 enfants. L'attentat est revendiqué peu après par le groupe « Delta » qui déclare venger la mort de M. et Mme Fichet, tués à Zouarate au cours d'une attaque du Polisario le 1er mai 1977 et demande la Libération des civils français détenus par le Polisario soutenu par le gouvernement algérien.

La police sollicitée avait refusé d'assurer la garde du bâtiment de l'Amicale, qui compte 60 000 adhérents. L'enterrement de Laid Sebaï donna lieu à des manifestations spectaculaires de sympathie du côté français. Mais

les auteurs de l'attentat n'ont pas été retrouvés.

Les meurtres sont naturellement tous recensés - mais pas forcément sous la rubrique racisme, les mobiles racistes étant rarement avoués et la loi de 1972, ne prenant pas en compte les infractions du droit commun.

Les autres agressions sont aussi difficiles à recenser pour d'autres raisons. Les familles, les amis, les victimes ne savent pas ou n'osent pas toujours porter plainte, par peur de représailles ou ne peuvent assumer les frais de la partie civile. Beaucoup de plaintes n'aboutissent à rien parce que la police croyant à

un règlement de compte ne recherche l'agresseur que dans le milieu maghrébin.

Néanmoins, la motivation raciste ne peut être camouflée quand il s'agit d'attaques contre des institutions officielles algériennes ou des foyers d'immigrés.

Le 11 août 1976, un attentat contre un foyer fait 13 morts.

Au total, on compte en 1976 : 30 immigrés morts dans des incendies de foyers pour la seule ville de Paris.

En 1977, les foyers Sonacotra de Strasbourg, Merlebach Forbach sont atteints par des bombes incendiaires.

- de même, les Foyers des immigrés de la Garde (Var) et de Nice.

- en 1978, l'Amicale des Algériens de Toulon est visée.

En 1980, les attaques visent plutôt les jeunes :

- le restaurant de l'Association des étudiants musulmans de Paris
- des lycéens du Lycée de Chelles.
- Bondy devient tristement célèbre par quatre agressions entre le 30 mai et le 23 août.

2) Contre les autres étrangers visés

A) Originaires d'Afrique Noire
Le 21 décembre 1980, 300 Maliens qui vivaient en Communauté dans un foyer de St.

Reconstitution du meurtre de Mustapha Boukheren par le brigadier Marchaulon.



Photo D.R.

Farid Aïchoune

racisme

RAPPORT BAROT...

Maur, sont brusquement transportés dans un foyer vide à Vitry-sur-Seine. La municipalité de St. Maur, Giscardienne, n'ayant fait aucune réparation dans ce foyer, venait de la déclarer insalubre. Le 24 décembre, la municipalité de Vitry-sur-Seine, communiste, envoyait un commando de conseillers municipaux pour couper l'eau, le gaz, l'électricité et murer les issues au bulldozer. Tous les partis politiques allaient s'emparer de l'affaire pour en nourrir leurs polémiques traditionnelles ; les communistes déclarant avoir voulu poser le problème de la répartition de la population immigrée, trop nombreuse dans les banlieues ouvrières où elle travaille, et signaler le danger de dépasser le seuil de tolérance ; les autres, dénonçant le racisme du P.C., des syndicats, de la classe ouvrière et de l'URSS avec ses soulages.

Les 300 Maliens, eux, une fois de plus, faisaient les frais de l'indifférence des pouvoirs publics.

3. Contre les français

— Les juifs.

Ils sont environ 700 000

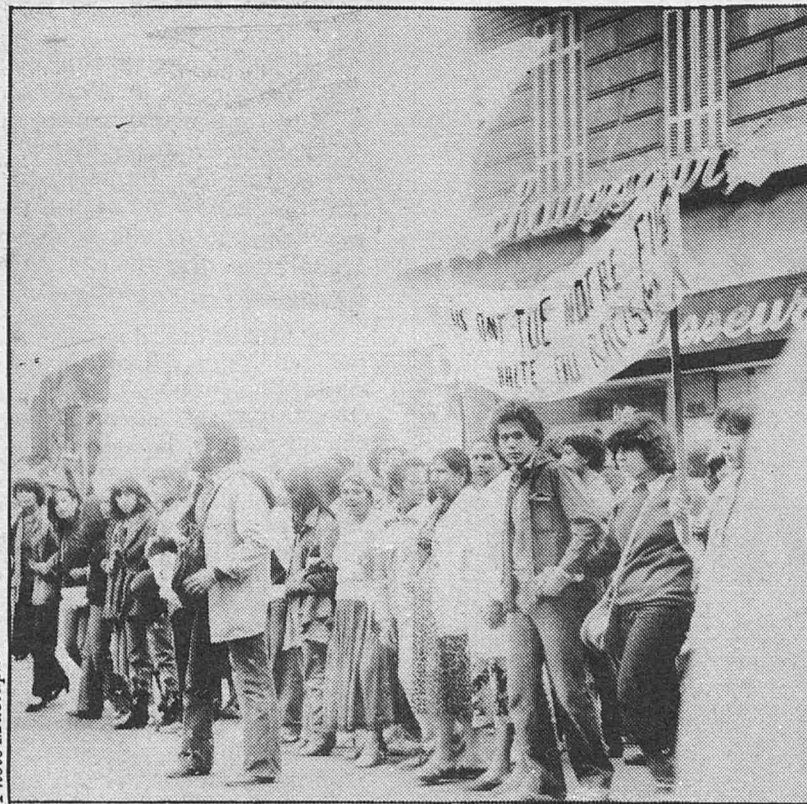
Au seuil d'un bilan exceptionnellement lourd, il faut citer en premier l'attentat contre la Synagogue de la rue Copernic, le 3 octobre 1980, qui a fait 4 Morts et une trentaine de blessés. Le public a brusquement pris conscience de l'inadmissible de ce genre



Le rapport de M. Stanislas Mangin, dont nous avons publié des extraits la semaine dernière a été édité dans son intégralité par le CIEM.

Vous pouvez le commander au CIEM, 46 rue de Montreuil - 75011 AU PRIX DE 15 F. Tél. : 372 49 37.

Rassemblement à la mosquée de Paris lors de la grève générale contre le racisme le 14 septembre 1974.



Manifestation à Marseille après l'assassinat du jeune HOuari Ben Mohamed tué par le C.R.S. Taillefer.

d'attentats et 300 000 personnes l'ont manifesté, à Paris, sur le thème de la lutte contre le racisme et pour la démocratie.

Sur les 100 actions contre des synagogues, 50 ont été des actes de violences graves.

Sur ces 27 cimetières, 19 ont fait l'objet de destructions importantes dont le cimetière normand des soldats Canadiens morts lors du débarquement de 1944 où 22 tombes juives ont été brisées (7 avril 1980) et une inscription apposée : « Nous luttons contre l'invasion juive »

Les agressions antisémites vont des graffitis aux affiches et aux publications injurieuses, aux menaces personnelles, aux agressions physiques et attentats.

Le bilan global des incidents et attentats a été évalué par la LICRA à :

1975 : 53 dont 17 particulièrement graves.

1976 : 68 dont 33 particulièrement graves

1977 : 112 dont 40 particulièrement graves

1978 : 126 dont 40 particulièrement graves

1979 : 175 dont 61 particulièrement graves

1980 : 235 dont 75 particulièrement graves.

Soit au total, pour 6 années : 769 agressions dont 266 graves.

Les facteurs en cause sont complexes.

Il y a, toujours latent, un antisémitisme traditionnel qui resurgit périodiquement depuis des siècles.

Il y a aussi un antisémitisme plus moderne qui est une conséquence de l'antisionisme. Celui-ci n'est, certes pas toujours un masque de l'antisémitisme, mais il est souvent un facteur d'indifférence à la condition des juifs et risque d'alimenter l'antisémitisme auprès d'une opinion publique portée à confondre Israéliens et juifs.

4. Autres français visés par le racisme

Les musulmans d'origine algérienne (Harkis) ont vu leur situation économique s'améliorer beaucoup ces dernières années. La seconde génération est bien intégrée. Ils subissent néanmoins le même racisme de rue que les Nord-Africains. Certains contrôles de police, qui ne leur sont pas destinés, leur rappellent que le faciès compte souvent plus que la carte d'identité. Mais ils savent défendre leurs droits.

Les Antillais, Réunionnais et autres originaires des DOM sont de 200 à 250 000 en France, alors que ceux des TOM sont très peu nombreux. Ils sont bien décidés à rester en France au moins jusqu'à leur retraite ne pouvant espérer trouver du travail chez eux. Ils se voient souvent refuser des logements, des services, certains postes, un avancement légitime. A compétence égale on continue, sans oser l'avouer, à leur préférer des français blancs. Les employeurs craignent qu'ils ne puissent faire respecter leur autorité, camouflant leur propre racisme derrière le racisme traditionnel du Français moyen

Mais cette situation ne s'est ni aggravée, ni améliorée pendant ces dernières années et la montée des mouvements indépendantistes ne semble avoir eu aucune influence encore en la matière.

L'attitude des pouvoirs publics

Dans une situation qui s'aggrave aussi sérieusement, l'attitude des pouvoirs publics est un facteur décisif d'évolution, face aux manifestants et menées racistes et antisémites, mais aussi face au racisme idéologique.

A. Face aux manifestations et menées racistes, et antisémites.

Sur ce terrain concret, une action résolue des pouvoirs publics aurait pu avoir un grand impact, surtout en ce qui concerne l'Antisémitisme. Or, face à des agressions qui n'ont pas cessé de progresser en nombre

et en gravité à un rythme toujours plus accentué, on constate l'insuccès de la police et le manque d'initiative des Parquets.

1. Insuccès de la police

Son insuccès eset certainement le fait qui a le plus frappé l'opinion publique après l'attentat de la rue Copernic. Le 19 octobre 1980, 57 % des personnes interrogées (contre 19 % seulement) estimaient que « la police n'a pas fait tout ce qu'il fallait dans la lutte contre les mouvements néo-nazis français ». Les associations intéressées parlent de « complaisance », de « mansuétude », d'« impunité des coupables », voire de « complicités » ou de « protections »

Certaines mesures ont été prises, mais les enquêtes de police n'ont abouti que rarement.

b) L'insuccès des enquêtes.

Des éléments communiqués par la Direction Centrale de la Police Judiciaire, il ressort que, sur 276 « actions violentes et actes de malveillance graves » concernant « l'extrême droite et le racisme », 37 seulement sont considérées comme des « affaires résolues » (pour les années 1976 à 1981). Parmi celles-ci, ne figurent aucune des cinq grandes affaires qui ont frappé l'opinion publique et pour lesquelles on ne sait toujours pas les parts respectives du racisme et de la politique : affaires Laïd Sebaï (1977), Curiel (1978), Médecis, Goldmann (1979), Copernic (1980).

C) Les explications avancées

Lorsqu'ils ne ramènent pas certaines affaires à de simples affaires de droit commun, les responsables de la police avancent comme explication essentielle de l'insuccès de leurs enquêtes, un certain nombre de difficultés : « absence de groupes structurés, actions ponctuelles, éléments isolés marginaux, rareté des témoignages ». Ils écartent le motif idéologique ou politique des auteurs ; ils parlent de mineurs qui agiraient plutôt par vengeance, esprit de destruction ou « mimétisme » des médias.

Il est à craindre que ce profil de l'auteur d'agressions racistes corresponde davantage au profil des rares auteurs arrêtés pour violence contre des Nord-Africains, qu'à l'ensemble des auteurs réels ; le bilan et la typologie des attentats permettent difficilement de les considérer comme des actes de

marginaux isolés sans conviction idéologique.

3. Des mesures positives mais ponctuelles contre le racisme ont été prises

a) Vis-à-vis des immigrés :

- création en 1974 du premier Secrétariat d'Etat aux immigrés, marque d'une attention particulière, mais aussi commencement d'une politique de l'immigration très restrictive voire discriminatoire.

- Organisation en 1979, d'une « semaine de dialogue avec les immigrés » avec l'appui de tous les grands médias ; subventions à des manifestations artistiques organisées par les immigrés.

- création en 1979 d'un « groupe d'alerte contre le racisme » groupe inter-ministériel spécialement chargé de lutter contre le racisme envers les Français musulmans, mais qui n'a actuellement qu'une affaire en cours.

- Ratification en 1981, des deux pactes internationaux du 19 décembre 1966, relatifs aux droits sociaux, économiques et culturels d'une part, et aux droits civils et politiques d'autre part.

b) Vis-à-vis du racisme en général :

— Après l'attentat de la rue Copernic, organisation dans les établissements scolaires d'un cours sur le racisme et la tolérance.

4. Mais la politique générale a été indifférente au racisme

Il semble bien que le risque de voir se développer des attitudes racistes dans l'opinion publique n'ait pas été perçu par les pouvoirs publics ou considéré comme second par rapport aux enjeux économiques et politiques

C'est très spécialement le cas pour la politique suivie à l'égard de l'immigration

Légitime dans son principe, cette politique a pris des formes contestables et violemment contestées. Un véritable racisme d'Etat s'exprime par les textes législatifs et réglementaires, les déclarations officielles, les pratiques administratives arbitraires et humiliantes.

En particulier, les mesures sanctionnées par la loi du 10 janvier 1980, dite loi Bonnet, déjà passées dans la pratique courante depuis 1977, ont gravement contribué à alourdir le climat de discrimination.

Conclusion

L'évolution du racisme et de l'antisémitisme durant la période 1974-1981, confirme bien que le racisme, le rejet, le mépris de celui qui est différent, resurgit aux périodes de crise. L'opinion publique quand elle est inquiète, cherche des boucs émissaires. Ceux qui ont intérêt à créer un climat de troubles exploitent cet instinct, toujours latent au coeur de l'homme.

1. Les violences populaires et les actes de sabotage organisés dont sont victimes les Nord-Africains, sont clairement liés à la crise économique et au chômage.

On peut regretter que la France n'ait admis les droits de recours individuels, ni sur la base de la Convention Internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale, ni sur celle de la Convention Européenne de Sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950.

On peut regretter aussi, qu'à titre symbolique - et en ce qui touche le racisme, les symboles sont essentiels - il n'ait pas été accepté d'afficher la loi de 1972 et la Déclaration des droits de l'homme dans les commissariats de police.

3. Devant cette sous-estimation par les pouvoirs publics de l'accroissement des violences, la légitime impatience des victimes a risqué de déclencher un engrenage non maîtrisable, en poussant certains à vouloir se faire justice eux-mêmes. Les quelques réactions de jeune juifs sauprés Copernic et les « révoltés » de certains ateliers ou quartiers à majorité immigrés sont des signes non négligeables.

Rapport au Premier Ministre de la Commission de bilan présidée par François Bloch-Lainé. L'Etat et les citoyens T.5. un vol. 16x24,62 F en vente à la documentation Française.

Au cours d'un débat :

DES JEUNES POUR L'ABOLITION DE LA CARTE DE TRAVAIL

La lutte pour l'égalité des droits entre français et immigrés doit être placée au centre des actions des migrants, de façon à combattre la discrimination économique, politique, sociale et culturelle à laquelle continuent à être soumis les immigrés.

Voilà la principale thèse soutenue par les intervenants dans le débat « *L'entrée dans la vie active des jeunes portugais en France* », réalisé vendredi dernier à Paris sous l'initiative de l'Association des Etudiants Portugais en France.

Cet important débat a réuni des représentants de la FASTI, CFDT, CEREC, services Sociaux de l'Ambassade du Portugal, des formateurs, sociologues, un participant au rapport Schwarz, et un public nombreux et intéressé constitué notamment par des animateurs du mouvement associatif, immigré portugais.

José Vieira, animateur à la FASTI, a ouvert le débat traçant un tableau réaliste et sombre de la situation actuelle des jeunes fils de migrants, lesquels subissent une

France serait une parenthèse, seul le résultat comptait, et ils se soumettaient à tout.

Toutefois, dans la réalisation de leur avenir, les jeunes fils de migrants affrontent des ségrégations diverses qui les empêchent de matérialiser leurs projets. La première c'est le processus d'attribution de la carte de travail, qui devait être abolie. Cette revendication a été soutenue par d'autres intervenants et il fallait que les pouvoirs constitués l'entendent. Une deuxième c'est l'impossibilité d'accès aux emplois publics, et l'établissement de quotas d'étrangers par les entreprises. Ce filtrage est encore élargi par le racisme avoué ou sournois.

L'accès au marché du travail est

proposées par cette étude, mettant en relief celles qui sont en cours d'application (contrats de solidarité, etc). Toutefois les problèmes spécifiques des jeunes immigrés en sont exclus. Le rapport ne leur consacre que deux pages.

M. Perrin a incité les jeunes portugais à produire des études et à faire connaître leur situation, car, selon lui, les problèmes de la « 2^e génération » sont envisagés jusqu'à maintenant surtout dans la perspective maghrébine. Il faudrait ajouter que pour mener cette action, des moyens sont nécessaires et que les immigrés en général, sont éloignés des lieux de pouvoir et de décision. Il a fait remarquer encore le bas pourcentage d'ouvriers portugais qui suivent des stages AFPA : 5 % contre 31 % d'algériens (par exemple).

Madame Chenot, assistante sociale auprès des immigrés portugais, qui a participé aux travaux de la Commission mixte sur l'application des accords franco-portugais, a souligné également le triage auquel sont soumis les jeunes immigrés. Elle a souligné qu'il y a plus de deux cents professions auxquelles les autorités françaises, inexplicablement, ne permettent toujours pas l'accès aux portugais, et que les normes de concession de la carte de travail très souvent, ne sont même pas respectées par les responsables français.

De l'assistance sont venues des interventions variées et riches. Filipe Rios, délégué au Conseil des Communautés, a dénoncé l'écartement des immigrés des travaux de la Commission mixte par les autorités portugaises. Après avoir soutenu que c'est auprès des autorités françaises que les immigrés doivent avant tout poser leurs problèmes, Rios a alerté la salle à propos des négociations officielles visant à envoyer des immigrés en Amérique Latine et en Afrique.

Un enseignant à Saint-Denis a présenté une série de revendications concrètes permettant d'améliorer la vie locale des jeunes, droit à la cité, logement décent, crèches, budget pour les associations, etc.

A plusieurs reprises, a été affirmé que seule l'égalité des droits (même le droit de vote), peut faire évoluer la situation actuelle des jeunes portugais et des enfants d'immigrés en général, victimes de la marginalisation et de difficultés vécues par un pourcentage important de la jeunesse vivant et travaillant en France a été brossé et a constitué un apport important de l'Association d'étudiant à la connaissance de ce secteur social. Il contribuera à une prise de conscience plus grande. Mais il serait particulièrement souhaitable que les organismes intéressés puissent se donner les moyens d'envisager des réponses pratiques. Une société qui marginalise un secteur important de ses membres a besoin de s'interroger.

D. Lacerda



Photo D.F.

scolarité très précaire et sont soumis à des filtrages redoublés, lorsqu'ils envisagent de rentrer dans la vie active. Il a commencé pour affirmer, contrairement à ce qu'on laisse souvent entendre, que des statistiques montrent que les fils de migrants reproduisent le même type de force de travail, les mêmes qualifications, sans aucune promotion sociale. Et J. Vieira, a ajouté que cela est le résultat d'une politique voulue par les pouvoirs publics qui font tout pour que les enfants effectuent les mêmes tâches déplorables et mal qualifiées que leurs parents. L'orientation et l'échec scolaire en sont les outils. Ainsi, 85 % de fils d'émigrés sont ouvriers.

J. Vieira, a dénoncé la désignation « 2^e génération » la considérant comme une connotation idéologique faite pour décalquer le « modèle » des parents. Il a montré que la perspective des jeunes est tout à fait différente de celle des parents, qui ont émigré dans un souci économique avant de retourner au pays. Pour eux, la

aussi obstrué par le manque de véritable formation (33 % des jeunes portugais sont orientés vers l'enseignement court). L'apprentissage et la formation sont subis par les jeunes et ne sont jamais maîtrisés. Ainsi on retrouve 23,3 % de jeunes immigrés chômeurs, contre 11,3 % de jeunes français. Plus grave, ce malaise provoque le désintéressement des jeunes par la vie syndicale et associative.

Americo Rodrigues, de la CFDT a exposé les revendications de son syndicat envers la régularisation des jeunes immigrés. Il a également présenté des propositions du syndicat visant une formation adaptée aux jeunes étrangers. A. Rodrigues, citant des chiffres, a rappelé la limitation de l'accès des jeunes migrants, à la formation en cours d'emploi et a aussi évoqué des mesures à l'égard du droit au travail dans le secteur public.

D. J. Perrin, qui a participé au rapport Schwarz présenté en octobre au 1^{er} ministre, a développé les cinq séries d'initiatives



Guide pratique : les droits des immigrés en cas d'accidents

On sait qu'une loi du 31 décembre 1951 a créé une Caisse appelée Fonds de Garantie automobile, destinée à payer les dommages des victimes d'un accident, lorsque l'auteur s'est enfui et qu'il est demeuré inconnu, ou bien lorsqu'il n'est pas couvert par une assurance, et se révèle insolvable.

Cette loi a été incorporée dans le Code des assurances sous les articles L. 420 et suivants, précisés par le décret du 16 juillet 1976 ; ce dernier (article R.420-20) ne permet d'indemniser les victimes que si ces dernières sont de nationalité française, ou bien, étant étrangères ont leur domicile en France.

Cependant des victimes étrangères et domiciliées à l'étranger ne peuvent bénéficier du Fond de Garantie automobile à condition qu'il existe un accord de réciprocité entre la France et leur pays.

Prenons le cas fréquent d'un accident mortel survenu à un immigré domicilié en France, mais dont la famille est restée dans le pays d'origine ; si à la malchance de l'accident lui-même, s'est ajoutée la malchance d'une non-assurance, la veuve, les enfants mineurs, les vieux parents du défunt ne pourront rien obtenir.

Car à l'heure actuelle, seuls quelques pays ont conclu avec la

France des accords qui permettent de couvrir les dommages dans ces cas : ce sont la Suisse, la Finlande, le Maroc et la Tunisie.

Mais des pays ayant un grand nombre d'immigrés habitant en France et exposés par suite à ces risques, tels l'Algérie, l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie, la Turquie, n'ont pas conclu d'accords ce qui serait pourtant bien plus urgent que pour la Finlande...

Les citoyens italiens sont protégés en tant que ressortissants de la Communauté économique Européenne.

Il conviendrait que les associations d'immigrés interviennent auprès de leurs Ambassades respectives en vue de faire ouvrir les négociations en vue d'une extension de cette couverture sociale très importante, étant donné la catastrophe humaine résultant d'une disparition d'un soutien de famille sans aucune indemnisation (les rentes d'accidents du travail ne s'appliquent que si la victime se trouvait sur le trajet du domicile au travail, ce qui est loin de concerner l'ensemble des accidents de la circulation).

Il est navrant de constater que le sort de ces familles peut différer du tout au tout selon la nationalité...

Joseph Faletti,

avocat, Bonneville

Nice, ville propre

Nice, 4 mai 81. Une note parvient aux fonctionnaires de la Police : « *Contrôle des individus douteux avec passage au fichier (...) Refoulement des clochards - Refoulement des indésirables, particulièrement d'étrangers : nord-Africains à l'entrée de la rue centrale* » Note qui fait suite à celle du 16 février, 6 mars et 12 avril de la même année qui demandaient le « *refoulement des clochards et des mendiants, de la faune, individus douteux. Détection des caravanes de nomades, bandes de punks ou autres* »

Autant de mots doux signés Jean-Louis Martinez, OPP aux ordres de François Guillon, directeur départemental de la police urbaine. Contacté au téléphone, monsieur Guillon se veut « *d'une pureté absolue* », et se défend de tout racisme, puisque pour lui, « *les nord-Africains sont des étrangers comme les autres* »

Monsieur Hakim Fathalla, tunisien, 27 ans, vient pourtant de porter plainte contre trois policiers de la bonne ville de Jacques Médecin, qui pensaient pouvoir appliquer les consignes cotées plus haut. Plainte déposée pour violence, insulte et vol. Les trois policiers sont suspendus.



« *La vielleuse* », le plus vieux café de Belleville a fermé ses portes. Le 15 février, les bulldozers se mettront à l'oeuvre et détruiront ce bistrot historique, dans un Paris qui fait décidément tout pour perdre la mémoire et nier son identité présente. Sans Frontière a passé un après-midi le dernier ! - avec le condamné.

Rénovation, Belleville belle gueule

LE DERNIER JOUR DU CONDAMNÉ.

À l'angle du boulevard et de la rue de Belleville, « *La vielleuse* ». A cent mètres de là, un matin des années vingt, on avait ramassé Edith Piaf, alors dans ses langes, sur les marches d'un escalier. La belle époque ! Damia, qui habitait dans le coin à ce qu'on dit, venait siroter son absinthe à la terrasse. Une France riche, venait de vaincre le monstre teuton et le coq gaulois plantait ses ergots jusque sur les terres lointaines d'un orient mythique. Quelque part, dans un Paris, mystérieux, André Breton découvrait les mystères du surréalisme au hasard des pas perdus.

Samedi dernier, 14 heures, à la terrasse, un marché sauvage tenu

souhait - fait son entrée, suivi de sa femme. Nervosité, colère ne demandent qu'à s'exprimer : c'est aujourd'hui le dernier jour, la dernière séance. Aujourd'hui que « *l'expulsion* », mot étrange qui n'a pas de sens, devient douleur et réalité concrète, plongeant ce propriétaire français dans une situation similaire à celle de ces « *bicots* » et « *négres* » divers qui ont « *envahis* » la capitale. L'exhutoire à cette rage qui tourne à vide : l'article de Libé, consacré à la disparition du bistrot. Presque rien en réalité, une photo légendée mais qui suffit largement : « *Dans Libération, vous vous rendez compte ! D'abord ça ne les regarde pas. C'est nos affaires non ? On n'a pas besoin d'eux pour régler nos affaires !* » Et de débâter contre

demande un verre d'eau, ce qui fait pousser les hauts-cris à la tolière : « *Un verre d'eau ! Ah bien sûr, c'est gratuit un verre d'eau, pensez donc ! On en a assez de vos verres d'eau ! Dehors !* » L'arabe à côté de moi propose de payer un vittel, mais la femme est déjà dehors. « *Tu te rends compte, me dit-il avant de sortir, pour un verre d'eau ! On vit dans un monde pourri ! Un monde pourri !* ». La porte se referme et la tolière se met aussi sec à récriminer contre ces gens « *qu'on sert du bout du doigt, même que si on pouvait, on ne les servirait pas du tout* ».

La « *vielleuse* »... Bizarre de se dire que cette joueuse de vielle en chrôme, au regard insaisissable a vraiment existé.

Dès 1912, date de la fondation du café, cette fille dont on ne sait rien a hanté la terrasse, accompagnant ses goulantes de son instrument moyennageux. Elle a disparu un jour et n'existe sans doute plus à présent que de l'autre côté de ce miroir embué qui ne reflète rien.

« *- C'est un peu de ma vie qui fous le camp. - Pardon !* » Perdu dans mes pensées et dans le vacarme, je ne l'ai pas entendu venir. Emmanuel, qui réside depuis 20 ans dans le quartier, en a environ le double. Des mains fines

d'intellectuel accompagnent son discours : « *Avant, de l'autre côté de la rue, il y avait une incroyable bicoque, avec deux têtes de lions sculptées, un truc dingue. Ils l'ont foutue en l'air pour construire ça.* » Ça », ce sont les H.L.M plus ou moins résidentiels en construction, qui font exactement face à notre bistrot. « *Tu sais que Damia venait boire à la terrasse de la Vielleuse. Et Piaf, qui est née à côté. Tout ça, c'est notre vie qui fous le camp.* »

Je me laisse offrir un second

photos ! Ouste : dehors ! » Aussitôt dit, aussitôt fait : la malheureuse se retrouve sur le trottoir expédiée manu militari par un propriétaire qui tente visiblement de se contenir.

15h30. Depuis tout à l'heure, la « *vielleuse* » s'est animée. Des arabes, des noirs en majorité, un prolo en bleu et un barman maigre et alcoolique, Gilbert, ont envahi la salle. L'atmosphère s'est alourdie de fumée de cigarettes et de brouhahas cosmopolites. Gilbert

C'est pas les troquets qui manquent ...

Qu'il fasse le service lui-même, et merde !

par des « *beurres* » bat sop plein. Chaussures, pantalons, montres et autres bricoles sont silencieusement exposés au regard des badauds intéressés. J'entre dans la salle sombre.

A l'intérieur, avant de voir, on entend. Derrière un superbe comptoir en zinc, un barman pique une crise de nerfs, sous l'oeil impassible de trois arabes et de deux noirs accoudés « *il m'a dit de foutre le camp. Je fous le camp ! Qu'il fasse le service lui-même et merde !* » Un torchon vole, suivi d'un tablier. On s'affolle un peu, ça gueule dans les coulisses et le barman sort. Silence. Fin du prilogue.

J'en profite pour découvrir le décor. Derrière moi, deux flippers beaux comme l'antique, au plafond, des néons crasseux qui jettent une lumière blafarde sur la salle, ses piliers d'un autre âge, ses tables, ses chaises. Ses vieux.

Je ne les avais pas remarqué sur le moment, et pourtant ! Figés ou parlant à voix basse, machonnant machinalement un quignon de pain ou rêvassant face à leur ballon de rouge, ils sont là, les vieux. Collés sur leurs chaises, intégrés au décor. « *Ce qu'ils font là ? Rien, vous voyez. Ils viennent le matin et repartent le soir, c'est tout* ». Pour eux, le temps s'est figé, immobilisé, comme cette « *vielleuse* », cette joueuse de vielle en chrôme imprimée sur l'impressionnante glace fissurée de partout qui me fait face. Au-dessus, l'inscription raconte que « *la Berta* » (traduisez les canons allemands) *la blessa le 6 juin 1918, mais jusqu'au bout elle a chanté la victoire* ». Plus tard, lorsqu'il sera ministre de la culture, André Malraux fera homologuer le miroir brisé, en raison de son grand âge et de son « *héroïsme* »

Pas le temps d'en voir plus : le tolier - costume élimé, couperose significative et voix grailleuse à

« *ces gauchistes, ces anarchistes qui nous salissent et nous ridiculisent !* » Je commande un demi, dissimulant le mieux possible mon appareil, tandis que l'arabe à côté de moi sourit dans ses moustaches.

14h30. Une femme sans âge, apparemment clocharde s'approche du comptoir et

A l'angle de la rue et du boulevard Belleville, la Vielleuse, le plus vieux café de Belleville.

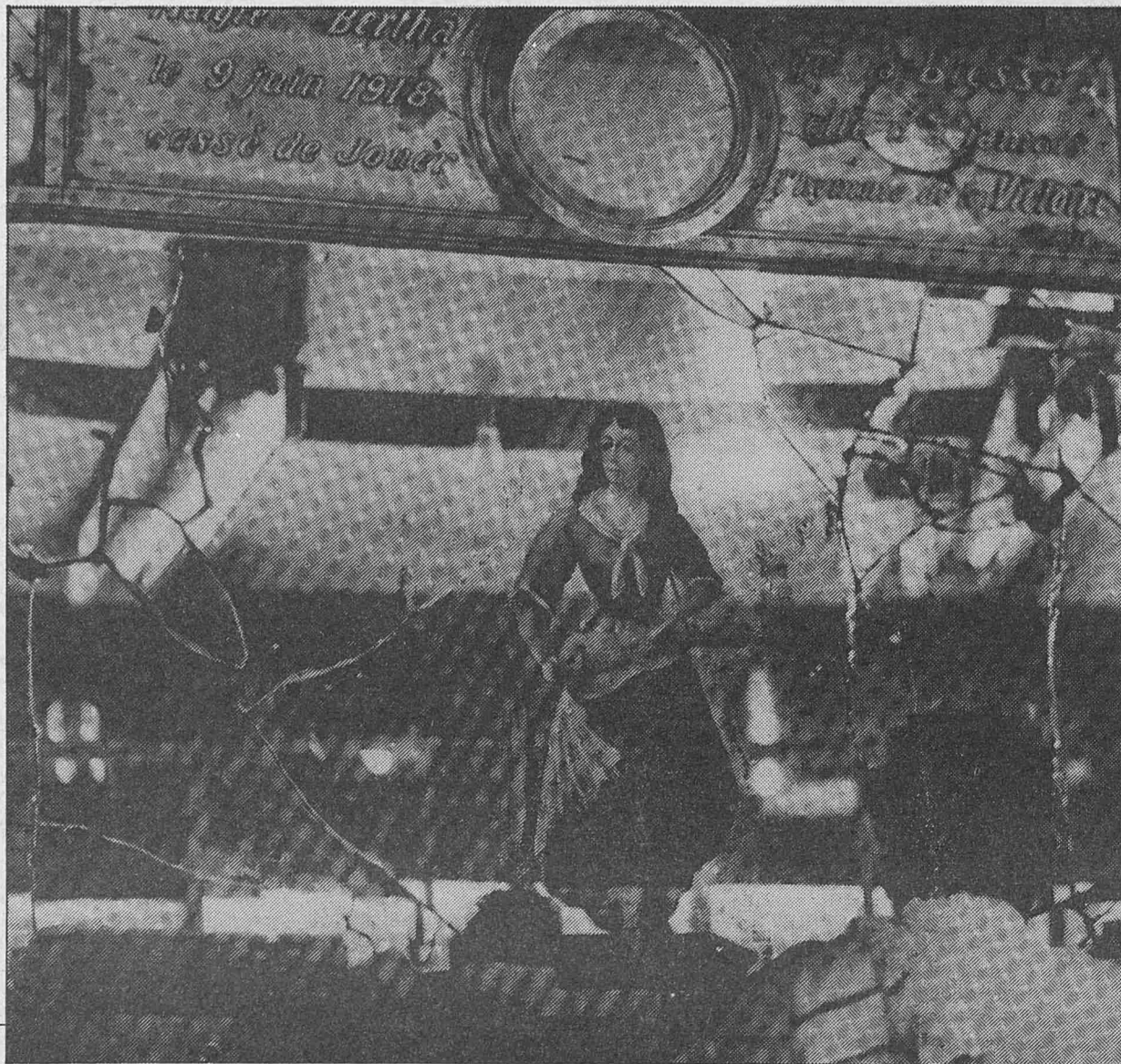


Photo: Munzer

sert machinalement d'anonymes cafés, tandis que le patron débarasse le comptoir de ses verres vides en fulminant et les repasse à son épouse qui les lave, en donnant la réplique. On débâterait encore un bon moment sur les gauchistes, les arabes, enfin tous les métèques étrangers, sous le regard impassible de la vielleuse momifiée.

16h : Grand émoi : une équipe de journalistes de FR3 vient immortaliser les derniers instants du bistrot historique (« *Vite enlève ce torchon du comptoir !* »). FR3, c'est la télé, l'honorabilité, la reconnaissance, c'est pas la même chose », explique le mari à son épouse qui ne comprend pas très bien et répète inlassablement « *c'est interdit, c'est interdit* ». La fébrilité règne sous le projecteur. Rires nerveux, visages qui se détournent de la caméra, attitude compassée du patron qui explique (à un journaliste... maghrébin) que oui, « *la vielleuse va se moderniser* », c'est la vie, la rénovation, mais ce n'est qu'un au revoir ; quelque chose de bénéfique en somme puisqu'un décor plus moderne aura l'avantage de « *trier la clientèle. Une certaine frange cosmopolite, qui nous gêne parfois dans notre travail, est appelée à disparaître* ». Le journaliste ne bronche pas, sourit stardard, tandis que les arabes qui entourent la caméra regardent soudainement ailleurs, n'ont rien entendu. Silence. On passe à l'autre bout du comptoir ou un vieillard édenté ne se fait pas prier pour entonner un refrain « *bien de chez nous* », du siècle passé.

16h30. FR3 est toujours là et filme un couple de vieillards figés. Comme un automate, sans un mot, le mari passe sa main dans les cheveux de sa femme, dans un geste parfaitement régulier. « *Bon, alors, qu'est-ce qu'on se filme encore ! Un plan là, s'il te plaît* ». Un noir entre pendant ce temps et commande un verre d'eau. Trente secondes d'hésitation : servira, servira pas ? coup d'oeil à la caméra ; on ne peut tout de même pas faire un scandale devant FR3 : Le verre d'eau est servi.

LE DERNIER JOUR DU CONDAMNÉ

« Tiens, c'est ça. Tu prends ton chiffon, là. Un plan là s'il te plaît. » Gilbert n'en revient pas : le journaliste vient de lui demander d'estiquer le zinc devant la caméra. Immédiatement, la couperose s'est étendue jusqu'aux oreilles, accompagnant le sourire paradisiaque. Gilbert frotte frotte et frotte et le zinc brille comme il n'a jamais brillé et comme il ne brillera jamais plus. « Evite de prendre le visage, il a les cheveux sales. Un gros plan et tu élargis ». Un quart d'heure plus tard, oublié un Gilbert béat continuera de frotter machinalement, incapable de s'arrêter : il vient de vivre le moment le plus important de sa carrière, celui qu'il n'oubliera surtout pas.

Les journalistes se dirigent dans l'arrière salle, ou sont amassés les

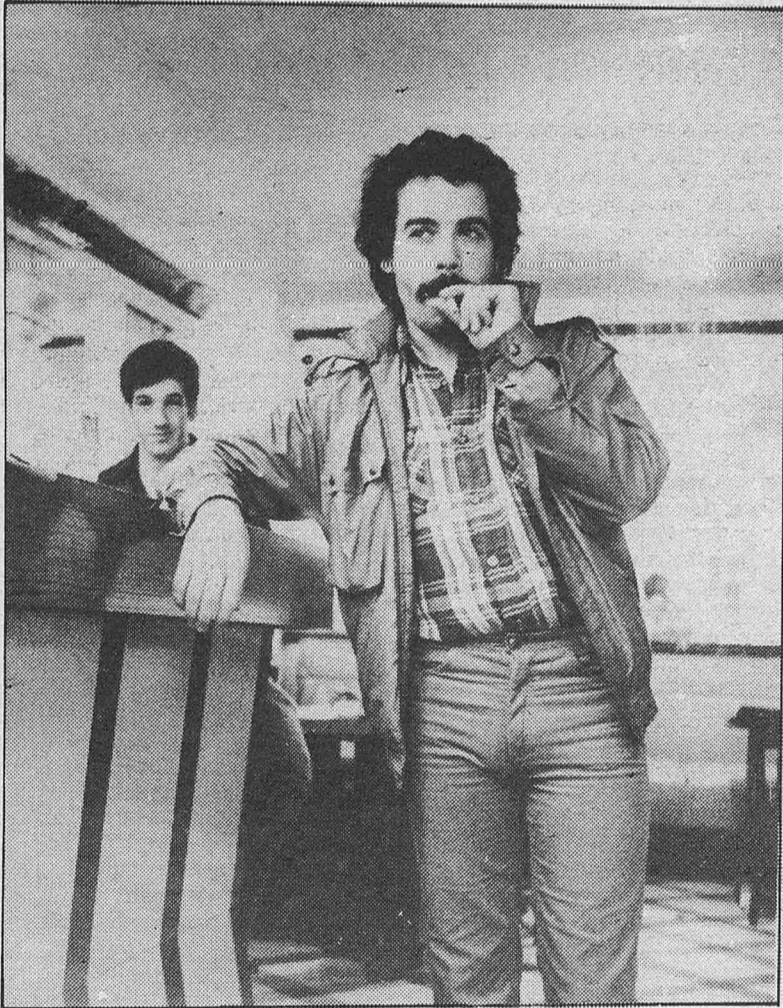


Photo Aléi

joueurs de loto, une communauté portugaise en l'occurrence, qui les accueille avec forces cris. Le vieillard édenté précédemment interviewé, me prend à témoin : « C'est des parigos, ça ? Hein, des sacrés parisiens oui ! Tu es quoi, toi ? » Je lui dis que je suis français, ce qui me vaut une poignée de main. « Tu vois, ils peuvent toujours nous traiter de cons, on n'entrave que dalle. Et puis on s'en fout, après tout, s'ils veulent ou n'importe quoi. On est pas les tôliers ».

17h et pas mal de demis. L'équipe de FR3 s'appête à partir. Dernière prise de vue de la glace, avec la vielleuse. Bizarre, cette glace... Il y a quelque chose...

Pas le temps de noter quoi « qu'est-ce qui se passe », me demande une voix dans mon dos. Je me retourne. C'est une asiatique, probablement vietnamienne, de 16 ans, cigarette au bec. Je lui explique que c'est la télé, que le bistrot va être fermé, expulsions, démolitions. Je n'ai plus les idées très claires. Elle me

raconte qu'elle est habituée depuis qu'elle a quitté l'école pour « faire de la vie active ». Elle passe là tous ses après-midis, escortée de ses frères, à jouer au flipper. Elle me raconte les vidages d'arabes, le soir, avec le chien, les bagarres systématiques « parce qu'il boit trop. Et elle aussi d'ailleurs » Elle s'étonne de la fermeture.

« Rénovation seulement, intervient la femme du patron. On va partir se reposer quelques temps en Province, et puis on reviendra. Le café a toujours appartenu à la famille et ce n'est pas prêt de changer ». Je me dis qu'il n'a que la foi qui sauve, et la volonté de « sauver la face », de quitter le ring dignement. D'autant que la fille des propriétaires, une adolescente de 17 ans, ne semble guère intéressée par une continuation : « le café ? oui, c'est bien. Mais moi ce que je veux, c'est du fric. J'ai mon permis à passer, faut que je trouve du boulot ».

Ma copine vietnamienne passe nonchalamment d'un « flippe » à l'autre, moi à ses trousses à essayer de bâtir une interview, depuis quand est-elle à Paris, ce qu'elle va faire une fois le bistrot démolé (c'est pas les troquets qui

manquent). Je me trouve soudainement entouré de ses frères et copains mêlés et, abandonnant là mes investigations téméraires, je me rabats sur le comptoir. La nuit tombe et le patron de la « Vielleuse » semble m'apercevoir pour la première fois. « Dis-donc, tu t'y colles, toi à la Vielleuse, hein ? » Je suis repéré, il est temps de vider les lieux. Au moment de sortir, mon regard accroche le miroir. Qu'est-ce que j'avais vu, tout à l'heure ?

Ah oui : bizarre ce miroir, on ne peut pas se refléter dedans. Il est à ce point fendu, brisé dans tous les sens que lorsqu'on se trouve en face, on a devant soi l'image de cette jeune fille à la vielle ; et tout autour, une mosaïque éclatée de visages blancs, jaunes, noirs, basanés, jeunes et vieux. Mais de notre propre visage, rien.

La vielleuse vient de me jouer sa dernière farce. Une drôle de blague...

Marc Weitzmann

Grève à Beaubourg :

« TOUS DANS LE MÊME TUYAU »

Un accord est finalement survenu entre le directeur de la Prévoyance et les grévistes qui obtiennent satisfaction sur tous les points, y compris l'aménagement des horaires et l'indemnisation des jours de grève.

Reste qu'à l'heure où nous bouclons, la question n'est pas réglée de savoir qui finance l'accord obtenu.

Reste que pendant près d'un mois, le Centre Pompidou aura connu une exposition d'un genre nouveau : déchets divers dans tuyaux culturels sur fond de mouvement social, ou quand la culture s'enlise dans sa politique.

En trois semaines, le durcissement du conflit a forcé chaque partie en présence à prendre position. Les grévistes qui demandent le 13^e mois, un salaire minimum de 3 700 F pour tous et l'instauration d'équipes de travail, se sont heurtés au refus systématique de toute négociation de la part de la direction. Si un accord de principe sur les horaires d'équipes a été admis par la Prévoyance (qui ne pouvait guère faire autrement, les horaires actuels étant inapplicables pour la grosse majorité des employés qui résident en banlieue), aucun pas n'a été fait en direction d'une amélioration des conditions de travail, d'une augmentation de salaire ou de l'instauration du treizième mois. Une situation que l'arrivée du médiateur n'a en rien modifié : « Le rôle du médiateur, explique un gréviste, est très ambigu : le médiateur a tout de suite obtenu une prime de mille francs pour tous en fin d'année et 1,15 F brut d'augmentation pour les troisième et quatrième échelons. Présentés comme des concessions de la Prévoyance, ces augmentations venaient en réalité, de la direction du Centre. La Prévoyance n'a rien sorti. On ne peut pas accepter ça ».

Les grévistes, forts du soutien financier des animateurs et employés du Centre Beaubourg, décident de mener la grève jusqu'à la satisfaction totale des revendications, et décident d'occuper le rez-de-chaussée du siège de leur entreprise. « Si la situation n'évolue pas, on monte au premier étage », explique Rachid, délégué CGT.

La prolongation de ce conflit prévu à des conséquences diverses. Toutes les entreprises qui ont d'une façon ou d'une autre, partie liée avec le Centre ont dû fermer.

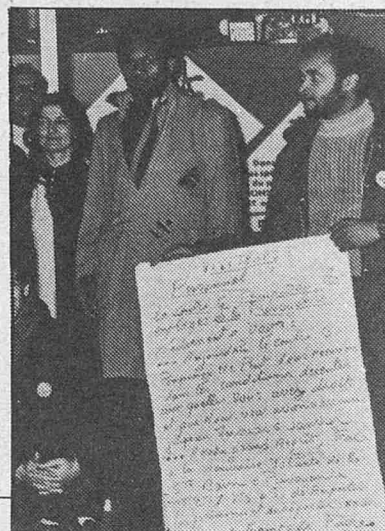


Daniel Boeno

Flammarion prend des mesures de chômage technique pour ses employés, qui apportent néanmoins un soutien total aux grévistes. La Cafétéria de Beaubourg est dans une situation plus critique. Les barmen étant théoriquement payés au pourboire. La direction de la cafétéria, qui depuis la fermeture du Centre, se trouve réduite à salarier ses barmen sur la base des trois derniers mois effectués, va se trouver sur la corde raide, mais reste prisonnière d'une volonté ambiguë de neutralité. Extrait d'une conversation entre un directeur de la cafétéria et un gréviste : « On ne va pas pouvoir continuer comme ça. Que comptez-vous faire ? « Pousser la Prévoyance à négocier ! » « Pas question, ça ne nous regarde pas ».

Neutralité ambiguë aussi chez les artistes dont les expositions sont bloquées. Les grévistes qui comptent sur un soutien actif des « créateurs de gauche et d'avant-garde », en sont pour l'instant pour leurs frais : Takis, dont le diatope, muet, est encerclé par les détritiques, que nous avons pu joindre à Athènes, n'est « pas content du tout » et s'estime « très désolé » de voir réduit à néant « un travail qui m'a coûté deux ans et demi de préparation. Mais je pense que l'exposition sera tout simplement prolongée » Quant au conflit, « je ne suis pas au courant de tout ça. Je n'ai pas la formation politique correcte. Ils sont en grève, ils ont sûrement leurs raisons ».

Neutralité ambiguë enfin à la tête du Centre Pompidou. Officiellement « cela ne nous regarde



pas. Il s'agit d'un conflit interne dans lequel nous n'avons aucune part ».

Pourtant, le 13 janvier, une note de la direction est diffusée aux directeurs de départements et chefs de service du Centre Beaubourg, qui tend à insinuer que la grève des employés de la Prévoyance n'est pas fondée. Un rectificatif sera nécessaire, signé des syndicats CGT/CFDT pour « combler les lacunes que comportent les notes » de la direction, selon l'euphémisme des syndicats.

« Cela ne nous regarde pas ». Est-ce si sûr ? « En fait, explique l'intersyndicale du Centre, le problème que pose cette grève est, à terme, l'intégration du personnel de nettoyage au Centre Pompidou. Nous payons le prix d'un choix fait par Beaubourg il y a cinq ans : la sous-traitance. On a fait appel à l'entreprise la moins chère, donc à celle qui payait le moins. Par souci d'économie, alors que des millions sont consacrés à certaines expositions, qui demanderaient moins. Il s'agit d'un choix politique fait par le Centre, dont il paye aujourd'hui le prix ».

La question qui se pose alors est une redéfinition de la culture b : est-elle une activité éthérée, spirituelle et détachée de tout contexte social ? « Nous sommes déchirés, expliquent les animateurs, entre notre désir de voir le centre rouvrir ses portes et notre soutien aux grévistes » Mais il faut comprendre que la réouverture du Centre passe par une nouvelle compréhension de la culture, dans laquelle toutes les catégories sociales et aussi les immigrés, ont leur place. « A la différence de certains observateurs, voire de certains conservateurs de gauche, notre approche de la culture, passe par la compréhension de la situation des travailleurs immigrés ».

Cette analyse, les animateurs du Centre la font, mais aussi les employés en chômage technique. Une délégation de Flammarion venue apporter le résultat d'une collecte au profit des grévistes saura résumer la situation : « quoi qu'on en dise, on est tous dans le même tuyau ».

Marc Weitzmann

Il y a 10 millions de réfugiés dans le monde ; l'Afrique et l'Asie du Sud-Est sont les deux continents les plus touchés par les problèmes et le nombre de réfugiés de la guerre et de la faim.



A.F.P.

Interview de la Présidente du Comité Européen d'aide aux réfugiés

L'ASSISTANCE CREE DES ASSISTES

Evelyne Sullerot est coprésidente du Comité Européen d'Aide aux Réfugiés, fondé en novembre 1980 avec des fonds de la C.E.E. Elle précise pour *Sans Frontière* les activités de son Association et la nouvelle pratique d'aide mise au point par le programme de « Technologie Appropriée » en Thaïlande dans les camps de réfugiés cambodgiens durant l'année 1981, en Somalie en 1982 (1)

SANS FRONTIERE : En quoi l'activité de votre Association, le Comité Européen d'Aide aux Réfugiés, vous paraît-elle différente de celle des autres grandes associations internationales ?

EVELYNE SULLEROT : Nous travaillons depuis février 1981 en Thaïlande. Pour 1982, nous ouvrons des centres en Somalie. Nous sommes une organisation non gouvernementale bénévole. Les moniteurs sont payés, assez peu, mais les autres non. On cherche à rendre les camps auto-suffisants. On ne veut pas les assister. On veut leur permettre de vivre par eux-même en utilisant les produits locaux qu'ils pourront transformer avec des méthodes techniques simplifiées, une « technologie appropriée ». Les moniteurs sont des étudiants en Travaux Publics ou en Agronomie. Ils vont dans les camps pour une durée de trois mois, plus s'ils veulent.

Le Comité est une Association humanitaire, charitable, fraternelle, tout ce qu'on voudra, ces mots ne me gênent pas. Je peux dire que l'Association n'est pas politique. Il s'agit d'aider tout réfugié quelle que soit son opinion politique. On ne la lui demande pas. On ne force personne, on n'impose

aucune règle. L'assistance crée des assistés. Nous ne formons pas des assistés. Nous aidons à l'autonomie, au développement, à l'apprentissage, pour sortir les réfugiés de cette attente d'assistés. Dans les camps, les réfugiés ont besoin de personnes de l'extérieur parce qu'ils ne peuvent pas en sortir, ils ne peuvent rien se procurer pour leur travail. Attendre depuis 7 ans la nourriture et n'avoir aucun

« technologie appropriée » ?

EVELYNE SULLEROT : Ces camps de réfugiés Cambodgiens en Thaïlande sont entourés de barbelés, gardés par l'armée. Les réfugiés n'ont pas le droit de sortir du camp. Ils sont enfermés pour un temps indéterminé, sans rien faire sinon attendre la distribution de vivres et d'eau. Ils sont assistés complètement.

La Thaïlande a accueilli des cen-

Une technologie appropriée

projet c'est terrible. On leur donne la possibilité d'agir eux-mêmes, d'avoir prise sur leur temps, leur avenir, de créer quelque chose. Si on appelle ça charité dans les salons douillets... qu'on vienne sur place voir notre pratique. C'est aussi important pour les réfugiés que nous soyons là ça évite la piraterie, les enlèvements de filles jeunes pour les prostituer, les rixes pour le marché noir, les disparitions arbitraires, la répression des flics, les trafics d'argent ou de bijoux.

Je pense que donner une aide qui va à une oligarchie, à des militaires, à un pouvoir corrompu, c'est catastrophique. Le Comité intervient directement sur une population à qui il permet de retrouver une culture perdue, d'apprendre des techniques nouvelles, utiles.

SF : Vous revenez d'un séjour de plusieurs semaines en Thaïlande, dans les camps de réfugiés Cambodgiens, pouvez-vous parler plus précisément de ce qu'on appelle une

taines de milliers de réfugiés, alors que c'est un pays pauvre et menacé. Les réfugiés sont dépossédés de leur terre et de leur temps. On décide tout pour eux. Ils n'ont pas le droit de travailler. Les enfants vont à l'école. Les adultes sont sans projet.

Au début de l'année 80, j'ai eu envie de faire quelque chose : leur permettre librement d'acquérir une formation, de fabriquer ce dont le camp aurait besoin pour la vie quotidienne. J'ai pensé à un corps de formateurs sans frontière. On a fait un programme pour ceux qui voulaient apprendre un métier et ceux qui un jour reviendraient à une vie rurale qui était la leur avant la guerre et le camp. J'ai pensé qu'il fallait leur donner les moyens de n'être plus simplement des assistés.

Les populations environnantes ont pu profiter de ce programme. Des réfugiés qui avaient déjà un métier l'ont appris aux autres (forgeron, vannier, charpentier...). La population Kmère était alphabétisée en Kmèr à 90 %. Ceux

qui sont encore dans les camps qui sont de véritables villes de plusieurs dizaines de milliers de personnes, vivent dans des paillottes sans eau. Ce sont d'anciens paysans qui n'ont pas réussi à se faire envoyer à l'étranger. Ils savent en majorité lire et écrire leur langue. Ils ont un savoir qu'ils ont pu utiliser. Chaque famille a perdu la moitié de ses membres et les orphelins ont été adoptés, par les uns et les autres. Ils sont tous arrivés dans un état lamentable. Ils fuyaient les Vietnamiens pour la plupart. Au camp de Saké, il est mort 700 personnes le premier jour. On n'arrivait plus à les enterrer. Il y a beaucoup de mutilés à cause des mines.

On a pensé qu'on pourrait refaire des communautés. On a obtenu des terres nues à aménager. A Saké II, on a eu un terrain en latérite, avec une grande mare d'eau saumâtre qui est devenue un bassin de puériculture protégé des poissons-chats. Les ordures du camp ont été traitées. Les outils

Les cours sont donnés en Kmer. Parfois des moniteurs Thaïs font les cours et un interprète traduit. Il y a des cours de puériculture et d'agriculture. Les parasites sont un fléau en Asie. Tout pousse, mais les récoltes sont souvent détruites par l'humidité ou les parasites. Il a fallu apprendre comment lutter contre les parasites et les techniques de la conservation, les pesticides sont fabriqués de manière très simple avec des produits locaux, pour que les réfugiés puissent survivre quand on les parachute hors du camp, n'importe où au Cambodge. Les réfugiés les plus vieux connaissent des méthodes locales efficaces, ce qui permet une utilisation rationnelle de leur savoir, combiné à des techniques plus compliquées qui sont chaque fois rendues le plus simples possible.

Avec le soleil on dessèche les fruits et les légumes placés sous un cadre en bois couvert de plastique noir, l'air chaud monte et dessèche les aliments.

Utiliser les matériaux de base

sont fabriqués au camp avec des montants de lit de récupération parce qu'un hôpital avait brûlé ; avec des vieilles tôles on arrive à faire des sceaux, des arrosoirs, des bouilloires, des marmites... les frigidaire sont des armoires qui marchent au charbon de bois obtenu à partir des trognons de maïs, placé entre les deux parois.

Il faut toujours utiliser des matériaux de base qu'on peut trouver sur place. Tout est fait en bambous. Ceux qui savaient le travailler l'ont appris à d'autres.

Les réfugiés fabriquent en ce moment des jarres pour garder le riz. On bourne un sac de jute en forme de jarre, autour on plaque du ciment ou de l'argile avec une armature de fer légère ; l'orifice est bouché avec un mélange de bouse de buffle et de cendre anti-parasite. Dans les villages Kmers ou Thaïs, les jarres existent mais elles ne sont pas étanches et les bouchons n'empêchent pas les parasites. Les silos sont montés sur pilotis. Il faut empêcher les souris de monter ; on place donc une espèce d'assiette en

REFUGIES

tôle au bout du pilotis. Les silos sont de petites granges en bambous enduits d'un mélange d'argile et de bouse anti-parasites. Ces technologies appropriées sont étudiées par des ingénieurs agronomes et des géologues qui connaissent le pays dans lequel ils travaillent et les méthodes souvent ingénieuses pratiquées traditionnellement par les paysans.

Par exemple, toute l'Asie du Sud-Est utilise les engrais humains mais on a mis au point une fosse en ciment étanche, sans air, avec récupération du biogaz dans un vieux bidon qu'on met sur un vieux fût d'essence et un tuyau de plastique avec cette fosse, on obtient un excellent engrais inodore et le bio-gaz permet en même temps de faire la cuisine sans bois : une famille de 10 à 12 personnes éclaire la maison et fournit trois repas par jour... La récupération du méthane est une technique récente.

Dans les camps les buffles et les cochons sont interdits. Il a fallu se débrouiller autrement. Sur les bassins de pisciculture, on a construit sur pilotis un poulailler en bambous et ficelles, avec des poules en batterie. Les déjections des poules tombent dans l'eau du bassin et nourrissent un plancton spécial, un lotus rouge, que les poissons aiment beaucoup. Autour du bassin on a mis du liseron d'eau pour garder l'eau à la bonne température. On pile les arêtes de poissons pour les donner à manger aux poules. Les réfugiés utilisent aussi la paille de riz qu'ils jetaient, pour des toits qui résistent à la mousson mieux que les feuilles de bambou traditionnelles. Avec le reste de la paille ils font des champignons : des cabanes en bambou sur une flaque d'eau, ou tapissées de plastique foncé sur lequel on met la paille qu'on arrose. On obtient des champignons chinois, des girolles blanches. Pour l'eau potable il a fallu apprendre toutes les maîtrises de l'eau. L'eau saumâtre rend malade. Avec des puits filtrants faciles à construire, l'eau est filtrée et bonne à boire. En général chacun utilise ce qu'il a fabriqué. Il n'y a pas de commerce ni de marché noir dans le camp. Pour le savon ils savent maintenant en faire et ils savent aussi faire du shampooing à base de plantes. L'huile de soja est facile à obtenir pour le savon. En principe, ils ont appris tout ce qui pourrait leur ser-

vir s'ils se retrouvent seuls un jour lâchés dans la nature.

Pour les villages de jungle, on a mis au point des distillateurs solaires très simples ; on met de l'eau saumâtre dans un coffrage, le couvercle en verre est en biais et on recueille l'eau dans une bouteille.

SF : Est-ce que les réfugiés cherchent à échapper à leur situation d'assistés, est-ce qu'ils pensent que l'apprentissage de cette technologie leur sera utile ?

E.S. : La demande est bien supérieure à l'offre que nous pouvons faire. Il faudrait beaucoup plus de centres, de moniteurs, de fonds. Ils ont envie de sortir de cette position intenable de réfugiés

pas où. Je connais un camp qui est passé de 120 000 à 40 000. Il n'y a pas d'argent dans les camps, la distribution est communautaire. C'est après un Conseil que la décision est prise pour les vivres... La jarre appartient à la famille qui l'a fabriquée. La Thaïlande interdit toute production dans les camps si chaque camp devient concurrentiel... On peut produire ce qui sera consommé les camps pourraient presque devenir auto-suffisants sans abus ni trafic, ni marché noir, presque des phalanstères...

Dans un village de jungle on a construit une ferme modèle pour une veuve qui a neuf enfants. La famille est démonstratrice. Elle est auto-suffisante au bout de trois

Sortir de cette position

assistés. Hommes et femmes veulent s'inscrire à tous les cours. Les enfants, eux, vont à l'école. Pour apprendre toutes ces techniques, les réfugiés s'inscrivent au cours et on leur donne une brochure en Khmer très simple avec des croquis. Ils choisissent les cours qui les intéressent puis ils passent à la pratique et ils gardent ce qu'ils ont fabriqué. Pour les cours de dactylo, mécanique, horlogerie, c'est la ruée. La culture Kmer est menacée. C'est le comité qui a fait faire une machine à écrire avec des caractères Kmer. On a trente machines. Les hommes veulent apprendre à taper à la machine et les femmes sont dans des ateliers d'électricité... On a trop peu de machines. On a une seule moto que tous les jeunes montent et démontent avec passion. Elle passe de camp en camp. Ils réparent aussi les montres, les radios. Les femmes font de la ferblanterie, elles apprennent à faire des fours en terre. Les forgerons ont fait des soufflets à coulisse en bambou. Un réfugié fait des parapluies de mousson sans fil de fer et les femmes ont appris à en fabriquer. Elles font aussi du tissage.

Je ne sais pas s'ils pensent que tout cela les sortira du camp, ce que je sais c'est qu'ils ont envie d'apprendre tout ce qui pourra leur servir à la campagne ou à la ville, lorsqu'ils quitteront le camp et que ce qu'ils souhaitent chaque fois c'est rester ici avec nous ou s'ils partent, partir avec nous, sous notre protection, ce qui est impossible.

Les camps se dépeuplent. De temps en temps des cars entiers sont expédiés ailleurs. On ne sait

mois et demi grâce à l'utilisation de cette technologie appropriée. Si ces techniques se répandaient, je pense que la dépendance de ces camps vis-à-vis de l'Occident serait moins grande.

SF : L'expérience que vous allez tenter en Somalie, vous pensez qu'elle sera d'une plus grande efficacité que l'aide aujourd'hui traditionnelle des associations internationales ?

E.S. : Je ne sais si elle sera plus efficace, nous la voulons en tous cas plus appropriée aux besoins de la population réfugiée, entre un et deux millions actuellement, et à la situation géographique, à la production locale. Nous allons procéder comme pour les réfugiés Cambodgiens en tenant compte de la différence du terrain, des productions...

En Somalie les camps ne sont pas fermés. Les réfugiés sont d'anciens nomades ; les problèmes qui se posent ne sont pas les mêmes qu'en Asie du Sud-Est. Les femmes apprendront à utiliser les fours solaires pour leur éviter de passer des heures à chercher du petit bois. Il faudra que des populations nomades réussissent à se fixer à pratiquer l'agriculture pour ne pas disparaître. On utilisera les ressources énergétiques des deux grands fleuves qui existent à cet endroit, mais on aura à inventer de nouvelles techniques appropriées à des régions désertiques. Il faut creuser des puits dans le Sahel mais pas seulement ; il faut accompagner cela d'autres pratiques : conserver la nourriture, filtrer l'eau, l'utiliser... On va essayer de retrouver l'architecture des maisons en terre de l'Egypte ancienne, pour aménager ces abris simples et efficaces. Les réfugiés sont des éleveurs, ils auront du mal à faire autre chose. Je pense que ce sont les femmes qui chercheront à apprendre des techniques qui leur permettront d'assurer le quotidien.

On doit trouver des interprètes pour travailler avec les femmes en Somalie. On aura à en former. On aura aussi des problèmes d'écriture. On fera des palmerais modèles.

Je continue à penser que nous avons raison de travailler dans cette optique ; rendre auto-suffisantes les populations réfugiées pour qu'elles puissent à l'avenir, pour leur avenir et celui de leur pays d'adoption ou leur pays d'origine, vivre sans nous, dans l'autonomie économique, technologique, politique.

Propos recueillis par Leïla Sebbar

(1) CEAR, 38 rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. 508 43 15

Tiers-Mondisme, pour quoi faire ?

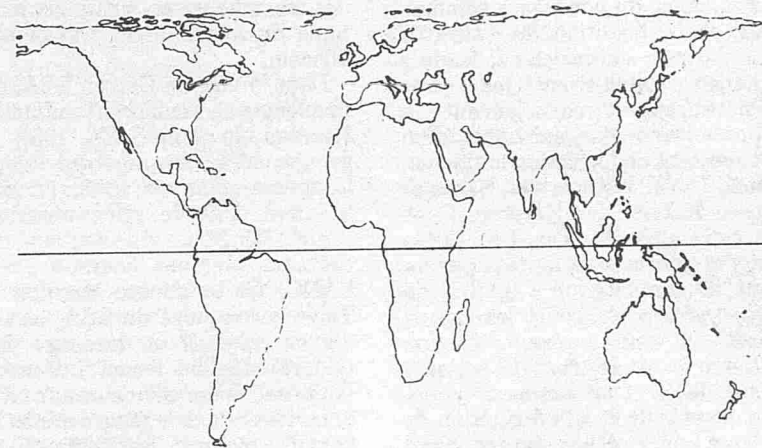
NORD-SUD FORMATION

Cette association, créée en juin 1981, a effectivement commencé ses activités en septembre dernier. Association d'associations, elle a été fondée à l'initiative de Frères des Hommes, auxquels se sont joints l'UCODEP (Union des Comités pour le Développement des Peuples), le Mouvement 1 % Tiers-Monde et le Secrétariat de Liaison des Groupes Locaux Tiers-Monde.

Pourquoi ce regroupement d'associations tiers-mondistes ? « Nord-Sud Formation (1) est née de ce qu'on pourrait presque qualifier d'un constat d'échec : si on se contente de faire de l'information sur les problèmes du Tiers-Monde, on ne touche la plupart du temps qu'un public déjà gagné à la cause. Ce type d'information n'a pas prise sur un public « français

« Assurer une formation aux salariés placés aux différents niveaux hiérarchiques d'une entreprise dont les relations se développent avec les pays du Tiers-Monde, afin de favoriser une meilleure compréhension des situations vécues dans les pays en voie de développement ». Afin de modifier la vision du Tiers-Monde, qu'ont habituellement les entreprises, à savoir une vision à court terme (celle du marché immédiat), la formation professionnelle doit aussi initier les salariés au rôle du Tiers-Monde aujourd'hui.

« Fournir des éléments d'analyse et des outils pédagogiques aux animateurs, enseignants, formateurs, membres d'associations, notamment de coopération internationale, et toute personne en



moyen, moyennement raciste » ; elle provoque même un effet souvent contraire au but poursuivi, car, elle fait appel à un raisonnement rationnel, qui, en fait, n'est pas celui de Monsieur Tout-le-Monde. De plus, les mouvements tiers-mondistes n'ont pratiquement jamais acquis un reflet politique en milieu ouvrier.

De là, est née l'idée d'utiliser les créneaux de temps offerts par la formation professionnelle. Cela permet de toucher des salariés pendant des durées assez longues (une semaine ou plus) et de leur fournir une information approfondie et surtout « des méthodes, des instruments d'analyse réutilisables ensuite dans leur milieu socio-

économique ». En outre, ces stages de formation donnent la possibilité de toucher ces salariés dans un cadre un peu écarté de leur vie quotidienne, où l'effet de groupe joue, ce qui leur permet de « sortir de certains clichés, sans pour autant être déséquilibrés ». Enfin, le but à long terme est de créer un lien, un pont entre les militants traditionnels et le monde des salariés et de diversifier ainsi la composition sociale des mouvements tiers-mondistes.

Nord-Sud Formation (1) est donc un organisme de formation professionnelle à part entière, qui s'est donné les objectifs suivants :

situation de « relais d'opinion ». Nord-Sud Formation, a prévu dans ce cadre 5 ou 6 stages pour 1982 (un salarié peut demander à son employeur de financer au titre de la formation permanente ces stages individuels). Un des buts de ces stages est aussi d'améliorer la formation des militants d'associations tiers-mondistes, qui, selon les animateurs de Nord-Sud Formation, présentent parfois des lacunes !

« Apporter des compléments à la formation économique dispensée par les écoles, les universités, les organisations professionnelles et syndicales et les mouvements d'éducation populaire »

Nord-Sud Formation ne fonctionne que depuis quelques mois, il est donc encore un peu tôt pour dresser un bilan. « Les résultats sont peu spectaculaires », pour l'instant, en ce qui concerne la prospection auprès des entreprises, mais c'est un travail de longue haleine. En revanche, les contacts sont bons avec les organisations professionnelles et syndicales et de nombreuses écoles et universités, et aussi, semble-t-il, avec certains ministères.

Jibé

(1) Nord-Sud Formation / Tiers-Monde et Echanges Internationaux, Organisme de Formation déclaré à la Préfecture de la région d'Ile-de-France, 9 rue de Savoie, 75006 Paris, tél. : 326 80 68



L'occupation de la Namibie par la RSA en 1915 est officialisée en 1919 par la SDN qui octroie un mandat « C » à Prétoria. Le développement de la ségrégation, les « native réserves » la loi sur le travail forcé, le « pass », laisser-passer obligatoire et les expropriations en Namibie provoquent des actes de résistances.

Pour réduire l'autonomie des Ovambos du nord où la RSA rencontre une sourde opposition, le pouvoir colonial dépose en 1932 le chef Ipumbu, successeur de Manduné. Le nord expérimente comme le sud, le joug colonial et son administration : la Namibie émerge de l'éclatement des luttes régionales. L'armée sud-africaine, aidée par son voisin portugais parachèvent au nord l'occupation ; les formations sociales issues du développement économique colonial et ses besoins en cadres locaux créent une catégorie d'hommes qui prennent conscience de la spécificité de leur situation. La conscience anti-colonialiste naît à l'intérieur des divers champs sociaux, acteurs eux-mêmes, du consensus colonial. Les chefs traditionnels, muselés par l'armée sud-africaine, leaders humiliés conduisent les lères résistances et canalisèrent la montée vers l'organisation d'un mouvement de libération nationale. Ainsi, David Witbooi des Nama et Hoséa Katuku des Héréros. Dans les églises chrétiennes, les années d'après-guerre sont agitées par un vent de contestation : un frisson « garveyiste », parcourt les cadres chrétiens qui aspirent à une autonomie et désirent la scission des sociétés et missions européennes, pour le droit à la formation de prêtres noirs. Elles seront nombreuses, les églises noires nées des fractures du christianisme originel.



L'église Méthodiste Episcopale (autrefois indépendante), l'église évangélique Luthérienne Kerk (ex-Mission Finish) et celle -ovambo) de Kavengo Kerk, laquelle élit en 1960, son 1er leader, Bishop Léonard Auala, figure politique nationale de la lutte de libération. Les étudiants (collèges et écoles) namibiens inspirés par leurs voisins sud-africains lors de la « defiance campaign » de 1952, créèrent la South West Africa Students Body (SWASB) très liée au « conseil des chefs Héréros ». Mais c'est à

l'intérieur de la classe ouvrière namibienne que se trouvaient les salariés de l'industrie et des mines dans le cadre du travail forcé. habitués aux confrontations directes avec le patronat sud-africain, c'est à dire la police de l'état sud-africain, ces désespérés avaient organisé plusieurs fois des actions collectives contre le « Contract Labour Force » qui mettait la force de travail en tout lieu à la disponibilité des employeurs. Depuis 1940, toutes les tentatives de syndicalisation des travailleurs ont échoué devant les brutalités policières. Certains furent tués lors des grèves de 1948 et 1953, ce qui décida les plus radicaux à s'organiser de manière à pouvoir prendre en charge les aspirations des travailleurs en butte aux exactions du système de travail sud-africain.

Dans la ville du Cap en RSA, des namibiens se réunissent autour de Herman Ja Toivo. En 1957, ce groupe crée l'Ovamboland People Congress, puis en 1958, l'Ovamboland People Organisation, lequel bénéficie du soutien des communistes, des libéraux et de l'ANC. Cette année, Herman Ja Toivo fut expulsé de RSA, accusé d'avoir adressé un message dactylographié dans lequel il décrivait l'oppression sud-africaine aux N.U. Son retour dans le pays ovambo lui permit malgré les séjours en prison, de réunir des paysans autour d'un projet de masse, visant

à l'indépendance. L'année 1959, en avril fut créée l'OPO à Windhoek avec Jacob Kahnanga et Sam Nujoma. A la suite d'une campagne de boycott des bus et des dépôts de bière la RSA réprima les piquets de grève, l'arrestation de 3 d'entre eux provoqua un attroupement que la police chercha vainement à disperser. Sans sommation aucune, elle tira sur la foule, faisant 11 tués et 54 blessés, dont 2 graves qui moururent par la suite. Un an avant le massacre de Sharpeville, la tuerie de Windhoek ainsi que les

un bref historique sur la Namibie

DE LA RESISTANCE A LA LUTTE ARMEE

arrestations et les bannissements qui suivirent, contraignirent les radicaux namibiens à élargir la lutte au-delà des thèmes strictement ouvriéristes. Outre la résistance au « Contract Labour », l'OPO affirma sa détermination contre le colonialisme et son désir d'indépendance.

Le passage des thèmes anti-apartheid aux idées indépendantistes s'explique par la désillusion désormais partagée par toutes les couches de la société. La décennie qui suit sera celle de la consolidation de l'OPO. Les résolutions de l'ONU ne purent fléchir l'intransigeance sud-africaine et ajoutèrent à la détermination des plus résolus, lesquels

de représailles sur les populations civiles considérées comme activistes de la SWAPO, poussa des villages entiers à se réfugier au Botswana et en Zambie. Le terrorisme de l'Etat sud-africain accéléra la radicalisation des Namibiens et les rapprocha de la SWAPO. La reconnaissance en 1967 de la Namibie comme territoire sous administration des N.U. n'empêcha pas la RSA; par sa loi scélérate, de 1967, d'inculper rétrospectivement les lers engagés dans la lutte armée. Plusieurs furent emprisonnés à vie à Robben Island - un bunker de « QHS » afrikaaner- dont Herman Ja Toivo qui écopa de 20 ans de bagne. Pour

conversations tenues avec les pays occidentaux signataires des « actes » d'embarco en 1976-1977 sur la Namibie furent suspendues, la RSA ayant massacré un camp de réfugiés namibiens à Kassinga (Angola), faisant 600 Morts et plus de 300 blessés. Le vote de la « Constituante » l'année d'avant fut une tentative d'opérer un « règlement interne » à la rhodésienne mais la SWAPO, malgré l'entremise de H. Kissinger refusa des élections internes sous l'égide de la RSA et sur des bases ethniques à Turnhalle (Windhoek). La « Victoire de la Democratic Turnhalle Alliance », parti godillot de la RSA emmené par Mudge et quelques chefs tribaux -les Muzorewa namibiens- fut reconnue que par la RSA elle-même. Une année après la naissance du « groupe de contact » (1977), les pressions sud-africaines et alliées aboutirent à la résolution 435 qui ne parle plus de contrôle mais de « supervision » de l'ONU, tandis que la RSA se cache désormais derrière la DTA.

Désavouant son propre gouverneur en Namibie, Danie Hougha, accusé d'être pro-ONU, la RSA s'est présentée comme « observateur » en février 1981, à la Conférence de Genève, arguant que la DTA était la seule représentante du peuple namibien. D'ailleurs, en mai 1980, la RSA proposait à l'ONU le « désarmement et le démantèlement de la SWAPO ! » La RSA aidée depuis par Reagan -arrivé au pouvoir en 1981- cherche la reconnaissance internationale de la DTA comme à Genève pour faire écran et contenir ses forfaits par le biais des hommes de paille ou de prête-noms de Mudge et ses complices africains. Le pouvoir socialiste fraîchement élu accueillait du 21 au 27 mai 1981, onze jours après leur victoire, une conférence sur les sanctions à appliquer à la RSA en représailles à sa présence illégale à Windhoek. Elle s'en moque bien puisque l'essentiel des grandes puissances censées appliquer les boycotts sont des partenaires commerciaux et compagnons de pillage de la Namibie. La campagne de solidarité pour la SWAPO est un acte dont l'amplification pourrait permettre à la SWAPO une meilleure prise en charge de ses réfugiés. Blaise N'DJEHOYA

Retrait total des troupes RSA

quittèrent le pays pour organiser et planifier la lutte en longue durée. Sam Nujoma et d'autres se réfugièrent à Dar-El-Salam en Tanzanie en 1963, tandis qu'Herman Ja Toivo resta comme secrétaire régional dans l'Ovamboland. Le congrès National de 1961 avait adopté la thèse de la militarisation de l'organisation et décida l'envoi de cadres en formation pour l'encadrement de la guérilla dont les lers revinrent en milieu rural en 1964, au moment même où la Caprivi National Union (CANU) rejoignait la SWAPO (South West Africa People Organisation, sigle adopté en 1960). Une dernière tentative auprès des institutions internationales en 1966 échoua. La Cour de Justice Internationale de la Haye ne put se résoudre à invalider l'occupation illégale et à condamner les exactions sud-africaines. Son jugement combla de joie l'administration coloniale à Windhoek et à Prétoria.

De son Q.G. à Dar-Es-Salam, la SWAPO en tira les implications par la voix de Sam Nujoma : « Ce verdict perfide délivrera les Namibiens de quelque illusion qu'ils pourraient avoir entretenue au sujet des N.U. comme une manière de douceur dans leur souffrance. Nous n'avons d'autres alternatives que de lever nos armes et achever notre propre libération »

La Décade des années 70 voit l'accroissement de la lutte armée et l'escalade de la répression.

La complicité active des populations ovambos avec les guerrilleros de la SWAPO Provoqua une « criminalisation » de la population entière au Nord. Des « villages protégés » furent construits pour regrouper de force les populations riveraines de l'Okango limitrophe de l'Angola. L'attaque de la SWAPO en 1968, d'un camp militaire dans la Caprivi Oriental, fut suivie d'une répression où 63 villageois périrent massacrés et des centaines raflés pour interrogatoire. Cette politique

toutes ces raisons et de l'insécurité qui en découlait, le Congrès National de la SWAPO se tint à Nanga en Tanzanie. Une des nouvelles structures des luttes ouvrières : une année après ce congrès (26/12/69 au 2/01/70), la RSA fut surprise par l'ampleur et la coordination des grèves nationales de 71/72 contre le « Contact Labour Force » honni. La Ligue de la Jeunesse, le Conseil des Anciens, le Conseil des Femmes développèrent la mobilisation dans le pays. La réaction sud-africaine à la défiance totale des ouvriers ouvrit une période de terreur qui continue aujourd'hui encore, renforcée par un arsenal de lois d'exceptions. Le PLAN (People Liberation Army of Namibia), s'est renforcée depuis 1974, lors de la guerre d'Angola contre le Portugal et a acquis une expérience et une structure qui harcèlent les troupes RSA et fixe en permanence, 50 000 soldats sud-africains en Namibie.

La SWAPO a toujours su maintenir un front diplomatique pour les discussions dans l'arène internationale et pour se faire connaître auprès de l'opinion publique.

Depuis 1971, la SWAPO a des représentations dans plusieurs capitales africaines, outre Londres et Paris aujourd'hui. Kurt Waldheim alors secrétaire général des Nations Unies, inaugure en 1972, des négociations pour une « transition rapide et pacifique à l'indépendance » tandis que la RSA poursuit sa politique des Bantoustans qui vise à « balkaniser » le territoire namibien. En septembre 1976, les N.U. reconnaissent la SWAPO comme seule et unique représentant authentique « du peuple namibien ». Le statut d'observateur aux A.G. de l'ONU lui est acquis. En 1976, le Conseil de Sécurité des N.U. adopte la résolution 385, exigeant « le retrait total des troupes RSA la libération des prisonniers politiques et autres détenus, la préservation de la Namibie comme une entité entière (incluant Walvis Bay). Des



Les Etats-Unis ont récemment refusé un gros chargement de soja thaïlandais. D'autres récoltes comme le riz, le maïs, la canne à sucre, les haricots et les fruits sont aussi menacés d'interdictions par les importateurs étrangers.

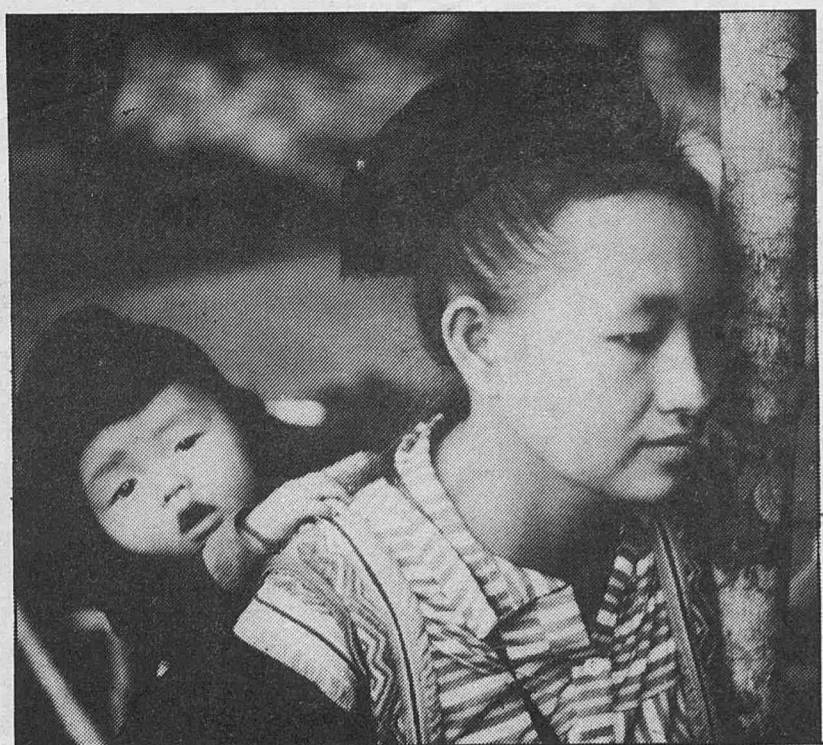


Photo D.R.

Le Tiers-Monde

UN COBAYE POUR LES EXPERIMENTATIONS CHIMIQUES

La raison : ces récoltes contenaient des résidus de Dieldrin et de DDT, produits chimiques nocifs déjà interdits aux USA.

Pendant, les paysans Thai et d'autres paysans du Tiers-Monde, continuent à utiliser ces produits chimiques interdits. Une propagande intensive à propos des effets bénéfiques de ces pesticides a fait de ces paysans Thai, des adeptes virtuels de ces produits chimiques.

Mais, avec l'augmentation des prix, des rongeurs et des maladies des nouvelles récoltes, sans parler des effets nocifs sur l'homme, le fait que ces pesticides augmentent effectivement la production agricole reste très contestable.

Un savant du gouvernement est en train de combattre ce point de vue et ce faisant, il fallit perdre trois fois son emploi. Les idées franches du Dr. Prayoon Deemar, du Bureau de Recherches sur les substances toxiques l'ont écarté de ses collègues du Ministère de l'Agriculture.

Il a accusé les industriels des Etats-Unis de déverser des produits toxiques - tels que les pesticides et les insecticides - sur les pays en voie de développement à un rythme tel qu'ils ont pratiquement transformé les habitants de ces nations en cobayes.

Le Dr Prayoon, au cours d'un séminaire en Yougoslavie en avril dernier, parla du contrôle des produits chimiques dans les pays importateurs et rappela avec amertume que certaines de ces substances étaient interdites depuis longtemps aux Etats-Unis.

« Mais leur vente à l'étranger sont suivies impitoyablement, sans égard pour le bien être des gens des pays importateurs » dit-il.

Le Dr. Prayoon dit que la prise de conscience des risques que font courir ces produits toxiques s'accroît dans les pays en voie de développement ; ces pays se trouvent sans aide face aux puissantes intrigues menées par les industriels étrangers.

« Les fabricants de produits chimiques agricoles ou pharmaceutiques sont si puissants qu'ils peuvent pratiquement contrôler les gouvernements des nations en voie de développement » dit-il.

Il affirme que par exemple, la Thaïlande n'a jamais interdit un seul produit toxique malgré son décret sur le contrôle des substances toxiques. Des produits toxiques interdits comme l'acide acétique trichlorophénoxyde, le Paraquat ou le Gramaxone sont encore largement utilisés en Thaïlande et dans d'autres pays du Tiers-Monde.

Selon le Dr Prayoon, plus de 10 travailleurs de plantations de canne à sucre sont déjà morts du fait de ces résidus de Paraquat. Si vous absorbez, plus d'un dix millièmes de ce produit dangereux, vous mourrez en l'espace de 6 heures si aucun soin ou traitement particulier ne vous est administré.

LA MISERE

Pour ajouter à la misère des victimes Thai, celles-ci ne peuvent être soignées qu'à l'Hôpital de Chulalongkorn.

Vue la contrainte de temps résultant de la distance entre les provinces du sud et l'hôpital, l'ouvrier d'une plantation de canne à sucre ayant absorbé plus de 1/1 000 000° de PPM dans le sang, mourrait certainement avant de recevoir le traitement adéquat si jamais il y en avait un -dit le Dr. Prayoon.

Dans les plantations de caoutchouc en Thaïlande, l'acide acétique trichlorophénoxyde - plus connu sous la formule 2,4,5T, est encore largement utilisé comme désherbant. Cette substance toxique est composée de dioxine.

Pendant la guerre du Vietnam, ce produit chimique était mélangé à un autre produit connu sous le numéro 2,4 D pour produire un défoliant appelé « Agent Orange ».

Mais avant que ce produit ne soit utilisé comme arme de guerre au Vietnam par les Etats-Unis dans

leur campagne qui consistait à brûler pour fouiller, l'« agent Orange » fut essayé dans la province de Kanchanaburi, à 150 km à peine de Bangkok.

Après la guerre du Vietnam, beaucoup de soldats américains impliqués dans la campagne d'arrosage moururent du cancer.

L'organisation des Anciens Combattants Américains intenta un procès contre les industriels des produits mortels.

Pour sa part, l'agence pour la protection de l'environnement obligea les industriels à baisser le taux de dioxine de 2, 4, 5 T à 0,1 ppm. Le produit fut finalement interdit en 1979, quand des expériences prouvèrent que même avec d'infimes quantités, les enfants nés en Arkansas où on utilisait le 2, 4, 5 T, avaient des palais perforés.

« A présent, le 2, 4, 5 T est interdit dans des pays développés comme les USA, l'Angleterre, la Suède, les Pays-Bas et l'Italie, mais les industriels continuent à déverser ces produits chimiques sur les pays en voie de développement » dit le Dr. Prayoon.

La lutte du Dr. Prayoon contre le déversement de produits toxiques sur la Thaïlande est un dur combat. Peut-être à cause de sa croisade, son bureau a été exclu du budget 1982, ce qui signifie que le bureau pour la recherche contre les produits toxiques a été supprimé.

Le droit du public de savoir quelles substances nocives entrent dans la production de la nourriture qu'il achète devrait être évalué à tout bout de champ. Le droit de rejeter de tels produits contaminés est un autre problème, sans parler du droit à un environnement propre et sain.

L'exercice de ces droits par les consommateurs tel qu'il est pratiqué dans de nombreux pays, devra faire du chemin pour convaincre la bureaucratie de tenir compte de l'avertissement du Dr. Prayoon.

Texte de Suchin Precha traduit du Thaïlandais par André Baur

« Prouvez-nous que vous êtes pauvres ! »



La semaine dernière, nous avons abordé le problème de l'endettement du Tiers-Monde (Sans Frontière, n° 47, p. 13).

Nous avons souligné que la charge financière représentée par le remboursement des emprunts et de leurs intérêts était d'autant plus lourde quand les pays emprunteurs trouvaient de l'argent sur le marché financier international privé plutôt qu'auprès des organismes internationaux spécialisés.

L'actualité nous ramène à cette question. En effet le conseil exécutif de la Banque Mondiale a annoncé qu'il allait réduire les « crédits préférentiels » accordés aux pays en développement les plus pauvres. Ces crédits, distribués par l'intermédiaire de l'AID (Agence internationale de développement), sont intéressants pour les pays emprunteurs en raison de leur durée (cinquante ans) et surtout du fait qu'ils sont sans intérêts. Ils vont baisser de 37 %, leur montant global devant atteindre, le 30 juin (fin de l'année financière), un total de 2,6 milliards de dollars (au lieu des 4,1 milliards prévus).

Cette réduction atteint d'abord les pays en développement de l'Asie du Sud (et surtout l'Inde qui était un des principaux bénéficiaires des crédits de l'AID), dont le montant des crédits passera de 2,8 milliards de dollars à 1,6 milliard (soit une baisse de 43 %). Mais les pays en développement de l'Afrique subsaharienne, sont également touchés, leurs crédits tombant de 1,1 milliard de dollars à 900 millions de dollars (soit une baisse de 18 %).

La cause de cette réduction des crédits préférentiels est imputable, une fois de plus, aux Etats-Unis. C'est en effet la décision du Congrès américain de ramener la contribution des U.S.A. au financement de l'AID de 1,8 milliard de

financement privé prenne la relève de l'aide publique, conformément aux règles du libéralisme ; les Etats qui auront « une gestion saine » s'en tireront toujours, les autres, s'ils n'arrivent pas à se sortir de leurs difficultés, c'est sans doute qu'ils le font exprès ! Par ailleurs, une économie de 1,1 milliard de dollars sur l'aide au Tiers-Monde ne peut que satisfaire M. R. Reagan qui a quelques difficultés avec son budget. Et puis, pourquoi prêter de l'argent gratuitement, alors qu'on peut le prêter en touchant des intérêts ?

Non seulement, les Etats-Unis ont causé la réduction des crédits préférentiels par l'abaissement de leur contribution à l'AID, mais encore leurs représentants au conseil exécutif de la Banque Mondiale, ont exigé un abaissement du seuil de pauvreté en deçà duquel un pays peut profiter de ces crédits. Désormais, le plafond au-delà duquel les pays en développement pourront être éliminer des programmes d'aide de l'AID ; est fixé à 2650 dollars (de 1980) par habitant. Une double mesure efficace : d'abord, on réduit le montant de ce qu'on prête gratuitement, puis on diminue le nombre de ceux qui peuvent prétendre à ces prêts.

Grâce à ce tour de passe-passe, certains pays, considérés comme pauvres hier, ne le sont plus aujourd'hui. Et, si ils veulent le rester (pour continuer à bénéficier des crédits préférentiels), il faudra qu'ils apportent la preuve qu'ils ne sont pas passés du côté des nantis.

Pour faire oublier ces coups de bâton, on a quand même offert une petite carotte aux pays pauvres : la Banque Mondiale a décidé d'accroître de 800 millions de dollars le volume de ses « crédits normaux » (c'est à dire ceux qu'elle accorde à un taux actuel de 13 %, soit moins cher que les crédits privés).

STON NEPRETE QUE AUX PLUS PAUVRES, LES PAUVRES DEVIENDRONT PLUS PAUVRES.



dollars (proposition de l'ancien président Carter) à 700 millions de dollars seulement, qui a rendu nécessaire ces coupes sombres dans le budget de l'AID.

Ceci est tout à fait conforme à l'optique qu'a le gouvernement américain du développement du Tiers-Monde ; nous vous avons déjà parlé à maintes reprises dans Sans Frontière (dans cette rubrique et dans d'autres articles). Pour les Etats-Unis, il est nécessaire que le

Autrement dit : « on vous prête moins d'argent gratuitement, mais on augmente les prêts faits à un taux plus bas que les autres ». Merci c'est trop gentil !

Tout cela ne contribuera pas à l'amélioration de la situation financière des pays du Tiers-Monde les plus mal lotis. Nous verrons la semaine prochaine un autre aspect de ce problème (qui a d'ailleurs, été pour beaucoup, une déception) : le recyclage des pétrodollars.

Antitrust

Reportage photos réalisé par Amadou.

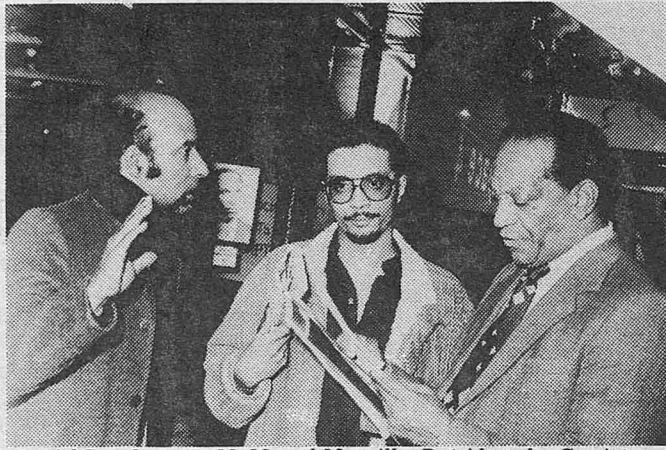


Rosatine fidèle lectrice de Sans Frontière.

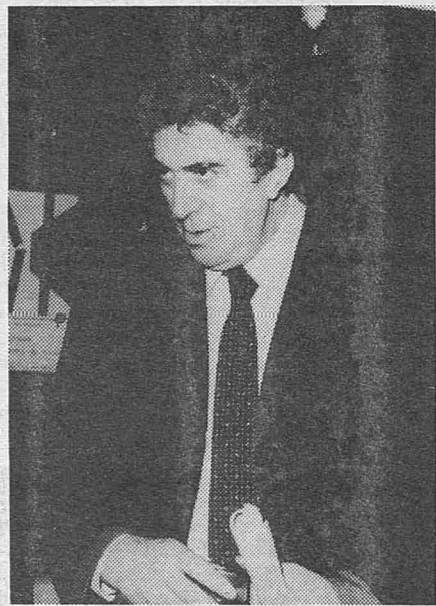
De gauche à droite : Aljine N'Goala, Saïd Bouziri et Edouard Glissant, représentant officiel du Directeur de l'UNESCO



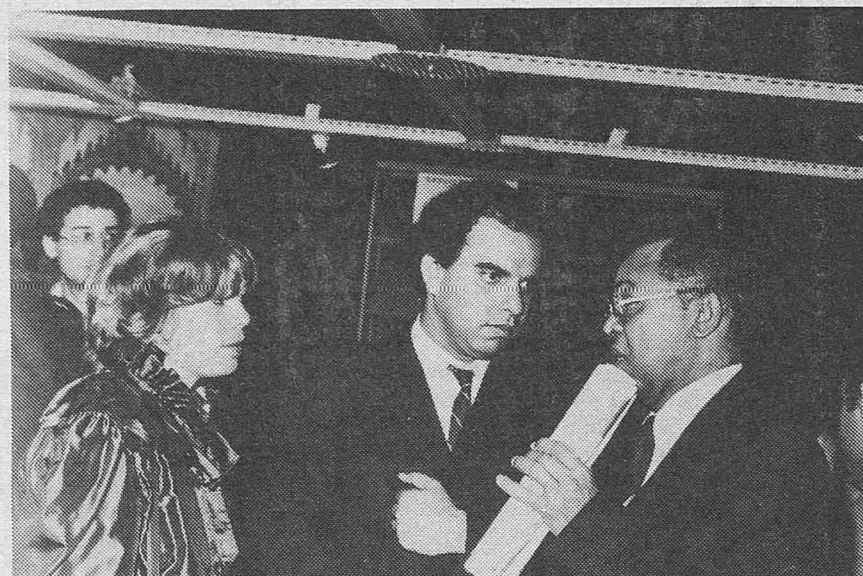
Mme Josie Fanon et Mr Glissant



Daniel Bouckman et Mr Marcel Monville, Président des Comités F. Fanon à la Martinique, en discussion avec Raphaël Constand, journaliste à Sans Frontière



Mr Chabou, attaché culturel à l'Ambassade d'Algérie en France.



Olivier Fanon, fils de Frantz Fanon discutant avec son oncle, Joby Fanon



Michel Giraud et Abdi Nourredine, chercheurs

Vendredi 29 janvier au Forum des Halles, l'équipe de « Sans Frontière » présente à ses amis et aux journalistes qui ont bien voulu répondre à l'invitation, le « Spécial Fanon ».

Ce fut l'occasion d'une rencontre entre les parents, amis de Frantz Fanon : sa femme Josie, son fils Olivier, son frère Joby, sa fille Mireille, et de tous ceux qui l'ont connu, de ceux qui ne l'ont connu que par ses écrits.

De très nombreuses personnes avaient répondu à cette invitation, témoignant par là-même leur intérêt pour Fanon et pour son oeuvre, mais surtout pour dire et montrer que celui-ci est toujours actuel et qu'il se situe au coeur d'un débat qui n'a jamais cessé : la lutte pour une autre vie, pour un autre monde, pour « que cesse l'asservissement de l'homme par l'homme, c'est à dire de moi par un autre. Qu'il nous soit permis de découvrir l'homme où qu'il se trouve ».

SOMMAIRE

Fanon, l'homme

Joby Fanon
Osange Silou

Fanon le militant

Ahmed Ben Bella
Mohamed Harbi
Nourredine Abdi
M'Hamed Yazid
Mongo Beti
Kwane N'Kmmah
Micheline Rice-Maximin
James Forman

Fanon, l'Antillais

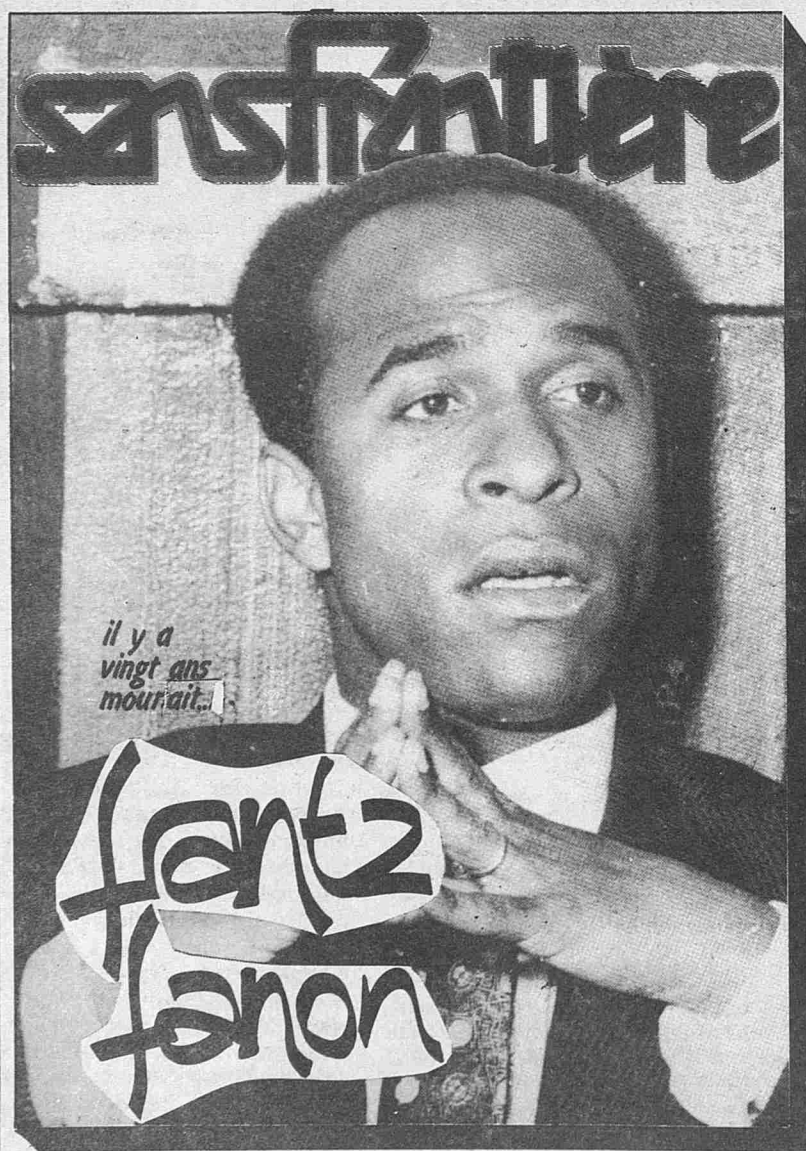
Aimé Césaire
Marcel Manville
Edouard Glissant
Bertène Juminer
Daniel Bookman
Raphaël Constant

Fanon et l'Occident

André Mandouze
Claude Bourdet
Francis Jeanson

Fanon et la psychanalyse

Ninette Glissant-Succab
Octave Manoni
Daniel Maximin



Le Spécial Fanon est vendu dans plusieurs kiosques et quelques librairies, et ce, pendant le mois de février.

Vous pouvez aussi le diffuser vous-mêmes en groupant les commandes des gens autour de vous qui seraient intéressés.

Si vous ne le trouvez pas, vous pouvez le commander à Sans Frontière, contre un chèque de 15,00 F à l'ordre du journal. Renvoyez le tout à l'adresse de la rédaction.

33 bd St. Martin Paris 3^e.

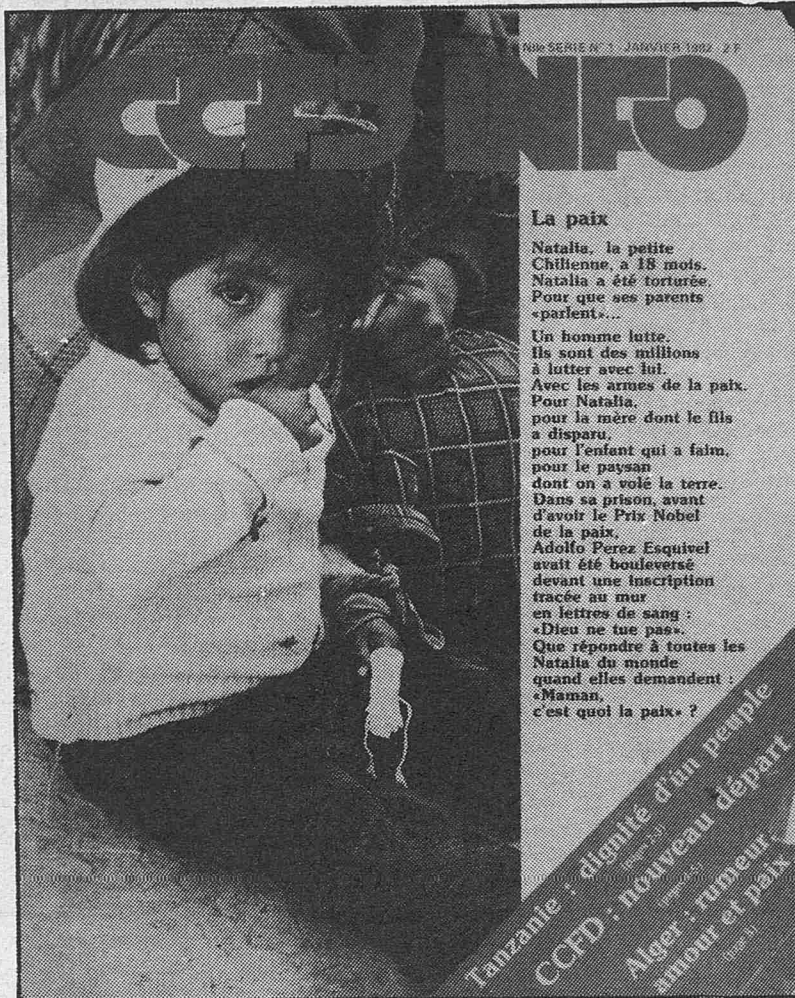
Tél. 278 44 78

Une nouvelle formule de CCFD INFO

Avant pour objet de former, faire réfléchir et informer sur les causes du sous-développement, CCFD INFO se veut l'instrument pour les groupes du CCFD (Comité Catholique contre la faim et pour le développement) en France et leurs partenaires dans le Tiers-Monde l'instrument de base pour réveiller les consciences, c'est aussi un instrument privilégié qui permet l'animation des milieux s'intéressant au Tiers-Monde, en huit pages aérées, il traite de plusieurs sujets, un dossier fait le point sur un pays, une région du monde ou un projet de développement dans le numéro un, dossier très fourni et consacré à la Tanzanie, d'autre part, deux pages traitent des activités des comités et donc de la solidarité en marche en France, rubrique utile pour savoir ce qui se passe dans les milieux du CCFD.

CCFD INFO existe depuis 1973, il a déjà changé plusieurs fois de formule, selon les exigences de l'information et de la solidarité, depuis 1979, bimestriel. La nouvelle formule de janvier 1982, en fait un mensuel. Gabriel Marc, le président du CCFD explique « Après vingt ans de coopération internationale pour le développement, on est contraint de reconnaître un échec sur certains points essentiels : alimentation, emploi, alphabétisation. Même généreuse, cette coopération a oublié qu'il n'y a pas de développement sans respect de la culture des peuples.

Il s'agit de nous informer mutuellement de ce que réalise un monde où il fasse meilleur vivre pour tous, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.



CCFD Info est diffusé à toute personne qui a manifesté un intérêt au Tiers-Monde, auprès du CCFD, le numéro de janvier est tiré à 280 000 exemplaires.

« Outre le changement de périodicité, CCFD Info a choisi de présenter une première page plus

accrocheuse, nous dit Josy Gibbs, de manière à intéresser immédiatement le lecteur.

S.B.

Vous pouvez vous le procurer à : CCFD INFO, 4 rue Jean LAN- tier, 75011 Paris

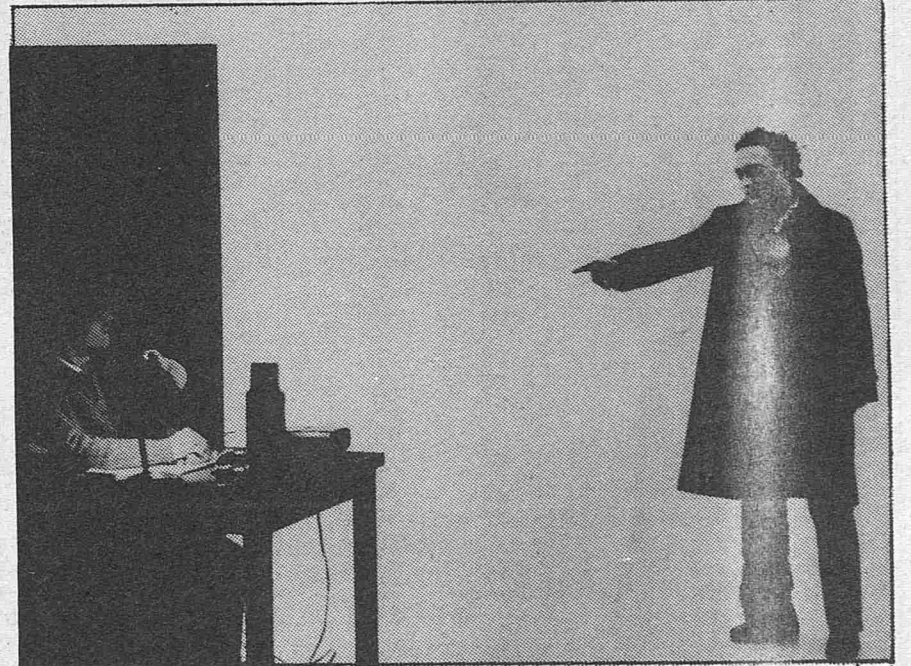


Un immigré à Chaillot

Cette pièce en un acte, est tirée d'un entretien mené par Tahar Ben Jelloul publié dans « Le Monde » du 11 avril 1978. Ce jour-là, un inconnu occupait la première page du journal, et à l'instar des grands de ce monde nous confiait ses réflexions de travailleur immigré à Paris : l'amour, la mort, le travail ; en fait des lieux communs, archétypes de la pensée, mais éternels. Et pour A. Vitez : « c'est un dialogue philosophique ; j'entends : ceci appartient au genre philosophique, comme le banquet de Platon »

traduire l'autre sans s'y identifier. Rien chez Jean-Marie ne rappelle l'ouvrier maghrébin, sauf peut-être un accent de Sète, qu'il tente de cacher, et pourtant chaque geste, chaque mot nous fait revivre Saïd « homme à l'usine le jour, femme dans sa chambre le soir » Saïd n'est pas qu'émigration, il est l'homme au confins de l'exil, exclu de son propre corps. Voyage hors de soi, où l'amour s'enfonce dans le borbier de la solitude : « toucher à l'absolu du déracinement » nous dira Jean Marie.

Photo Cl. Bricage



Une scène nue, une lumière trop crue, un plafond, des murs blancs contre lesquelles les mots vont se heurter avant d'être enregistrés au magnétophone par l'écrivain assis au coin de l'avant-scène. Deux hommes, Saïd, joué par Jean Marie Winling, l'interviewer par Farid Gazzali. Deux hommes, quatre rôles, le leur dont ils ne peuvent faire fi, celui de Saïd ou de Tahar figuré par un jeune Arabe, le fonctionnaire, le clerc ; celui qui sait tout, mais gauche vis à vis de cet homme. Il se dégage une atmosphère de gêne, un déséquilibre comme l'est la mise en scène où le ton froid de l'intellectuel qui finit pas se détendre, face à la verve, l'envie de vivre de Saïd.

Un jeu très sobre que celui de ces deux comédiens avant tout professionnels du théâtre. Chaque soir pour Jean Marie, deux personnes en lui se font face : Saïd presque analphabète qui croit à des valeurs lui l'intellectuel, aux valeurs éclatées à la pensée baroque, pour qui il n'existe plus de culture à laquelle se raccrocher. Dans son travail de comédien qui est de se mouvoir dans les pas de l'autre il lui faut « abandonner tout savoir par rapport à la culture, dès que tu cabotines tu dérapes » Il s'agit là d'un voyage dans l'oral, un rapport au corps, en tentant de

Ce travail d'abstraction est peut-être ce qui manque le plus soit au théâtre, soit au cinéma concernant l'immigration. Ouf on sort du misérabilisme et de l'amateurisme. Enfin du travail de professionnel, souvent absent dès qu'il s'agit d'émigration quelque soit le domaine - comme si celle-ci se contentait d'à peu près - mais nous abordons ici un autre débat.

Un immigré à Chaillot, certes mais très peu d'échos dans la Presse. Serait-il dont symptomatique que l'immigration n'intéresse que lorsqu'elle sert d'enjeu dans des négociations. Encore un autre débat. On ne sort pas des questions. Retournons donc auprès de Jean-Marie qui ne s'est pas voulu, lui un militant de l'immigration, mais qui chaque soir nous entraîne dans l'univers d'un monde absurde, celui du quotidien

Bachiri Khéridja

Entretien avec Saïd Hammani ouvrier algérien, par Tahar Ben Jelloul, mise en scène Antoine Vitez, avec Jean-Marie Winling et Farid Gazzali, théâtre de Chaillot, 18h15, tél : 704 86 80 - Jusqu'au 15 février.

Commentaires photos : Jean-Marie Winling Farid Gazzali

Les « folles de la Place de Mai »

Jean-Pierre Bousquet - Stock II

Elles sont venues ici, à Paris. Elles ont été avec nous, à « Sans Frontière ». Elles nous ont raconté leurs vies, leurs luttes, et après elles sont retournées chez elles, là-bas.

Aujourd'hui, vient de paraître un livre de Jean-Pierre Bousquet,

correspondant de l'A.F.P. en Argentine, préfacé par Adolfo Perez Esquivel (Prix Nobel de la Paix 1980) sur ces mères Argentines ...

En Argentine, des hommes, des femmes disparaissent. Des milliers.

Leurs mères, leurs grand-mères, manifestent silencieusement, depuis des années, sur la Place de Mai, à Buenos Aires. Malgré tous les risques.

Comment se sont-elles rencontrées, organisées ?

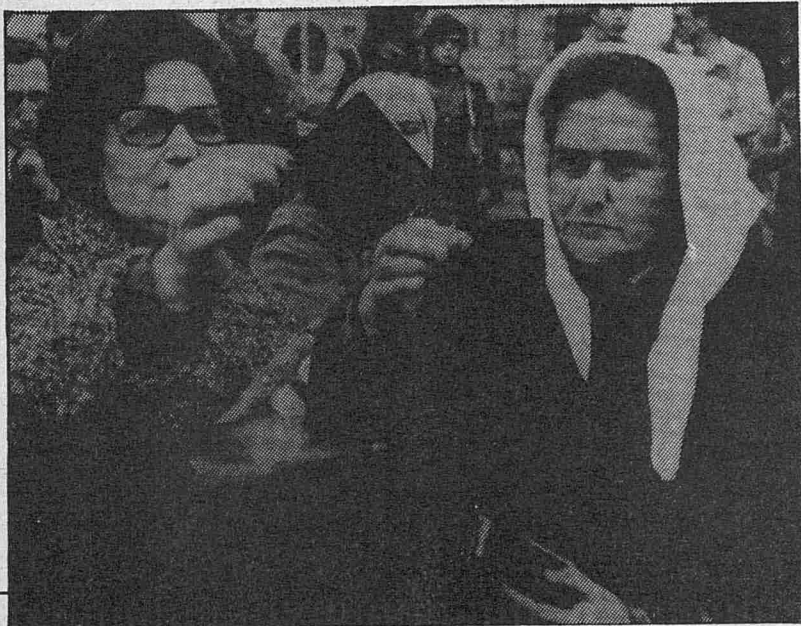
Qui sont-elles ? Comment vivent-elles dans cette Argentine-prison ?

Ces femmes ont su convertir la condition de mère et d'épouse, toujours identifiée à la soumission, en moyen de lutte et en instrument de libération. Lui donnant ainsi un sens politique et historique.

Le livre de Jean-Pierre Bousquet nous parle de cette nouvelle forme de résistance, inventée par des femmes.

Suite à un historique politique du pays, nous assistons à la naissance d'une conscience collective qui dénonce et alerte l'opinion publique internationale. Mais le livre ne reste pas là, il démonte le fonctionnement de tout régime dictatorial. Il nous montre une voie de résistance

Ana Maria Araujo



A propos de « La Peau » et du « Faussaire »,

Deux films pornographiques

Si la pornographie est la grimace hideuse de l'érotisme, la brutalité est la déchirure qui détourne le regard au lieu de le capter et l'insérer dans le mouvement de la violence.

Au cinéma, très rares sont les réalisateurs qui réussissent à donner, à voir, à ressentir la violence. Car entre la réalité et son image, entre l'histoire et sa représentation, subsiste un malentendu. Toute restitution du réel est illusoire. Toute fidélité à l'histoire est un leurre. Un film procède d'une autre réalité, celle du jeu et du mensonge. Sa vérité est fabriquée. Le reste est pesanteur et platitude. Il me paraît que le travail de L. Cavani illustre cette platitude satisfait. La caméra empêche la réalité avec l'arrogance de celui qui a éludé tous les mystères. Point de distance, encore moins de détour. La misère en direct. L'invisible en

gros plan. C'est cela le cinéma pornographique. Cavani s'installe et se complait dans l'exercice de la brutalité directe à répétition. Dans « Portier de nuit », l'ambiguïté prêtait à discussion. Dans « par delà le bien et le mal », le ridicule donnait à rire. Dans « La Peau », on n'a envie ni de rire, ni de parler. On a simplement envie de vomir (physiquement). Non, il ne s'agit pas de ces oeuvres fortes qui vous mettent mal à l'aise, qui vous dérangent au point d'être perturbé physiquement. Je pense au malaise que j'avais en regardant « Nuit et Brouillard », où l'émotion profonde qu'a suscité chez moi « l'Ange bleu ».

Dans « La peau », l'image colle à

l'horreur mise en scène, trafiquée, amplifiée, pour faire vrai, pour dire à peu près ceci : « Regardez comme c'est affreux, la guerre et l'après-guerre » ! Hélas ! l'horreur ce n'est pas cela. Elle est au-delà de toute prise. L'horreur n'est pas l'hyperréalisme manichéen. L'horreur est ailleurs. Elle ne se donne pas à voir si complaisamment. Elle est en nous, dans notre faculté d'amnésie ou d'habitude.

A force de provoquer le regard, Cavani finit par le disperser et l'égarer. Elle le perd. On ne voit plus le film, on se tient le ventre et on retient l'envie de vomir.

Les images sont insistantes, appuyées, plaquées sur une histoire faite pour émouvoir. La lourdeur ne dérange pas. Elle assomme.

Le cas de V. Schloendorff est différent. Le « Faussaire » se voudrait une réflexion sur le décalage entre la réalité et l'image. Mais le fait d'avoir choisi une guerre civile - non terminée - comme lieu, décor et personnage, de cette réflexion, pose un problème : comment ne pas tomber dans ce qu'on dénonce, à savoir la prostitution de

l'image ?

Si « La peau » finit pas être une exaltation de la prostitution, celle d'une ville blessée, humiliée et vouée à tous les commerces, « Le Faussaire » commence par dénoncer une réalité qui se vend et s'achète dans la jungle de la brutalité extrême qu'est toute guerre civile. Mais, petit à petit, la fascination des ruines de Beyrouth, la fascination de la mort absurde, corrompt la démarche de Schloendorff. Ainsi, il est passé - peut-être inconsciemment - du spectacle de la violence à l'exercice (la participation) de la brutalité.

Il a vite basculé dans l'adéquation réalité-image, sans en mesurer les implications, ce qui fait que tout Beyrouth, avec toutes ses contradictions et complexités, est ramassé dans un même sac, un même linéaire.

La misère et la guerre sont photogéniques. Les extraire du réel pour en faire un spectacle est un risque qui débouche souvent sur une autre misère, celle de l'art corrompu.

Tahar Ben Jelloun

Le Grand Pardon

Une fresque étonnante

Non, ce n'est pas le « Parrain », made in Barbès, ni le « Coup de Sirocco » cuisiné à une sauce « Maffioso ». « Le Grand Pardon », c'est une fresque étonnante de ce monde judéo-arabe qui cherche désespérément à se survivre dans l'exil.

Une parabole sur l'affrontement des ethnies et le déracinement. Mais aussi la complainte d'une culture qui disparaît quelque part pour renaître sous la forme mêlée d'un enfant blond.

Un film ambitieux où la tendresse que José Arcady porte à ses personnages n'est jamais entachée de complaisance. Et une véritable performance d'acteurs.

Comme le « Parrain » de Coppola qui débutait par une séquence sur le mariage de la fille de Don Corléone, « Le Grand Pardon » s'ouvre sur une scène de baptême. Toute ressemblance s'arrête là, car le film de José Arcady n'a pas comme véritable propos la pègre. Mais plutôt la description et l'affrontement des ethnies à l'intérieur d'un pays d'accueil, la France. Une France transfigurée par l'arrivée des juifs nord-africains et des Arabes. Le « fond » policier permet ici de pousser les conflits, la violence, l'amour à leur expression la plus aigüe. Mais il n'est pas pour autant plaqué sur la description des différents milieux puisque nous assistons à une lutte pour la survie, un combat meurtrier, construit à la

façon d'une tragédie grecque : accumulation des tensions, aveuglement des héros, victimes d'une fatalité raciale.

Au centre, un personnage d'une truculence et d'une densité étonnante, une sorte de nouveau « Raimu », interprété par Roger Hanin : Le « Pater familias », Raymond Bettoun, un caïd, à la fois chaleureux et impitoyable. Autour de lui, une pleiade de personnages : les parents pauvres, colonisés mais heureux de l'être.

La mère, garante des traditions. Et la nouvelle génération, (le fils, le neveu et la nièce), sortes de mutants, partagés entre le poids d'une culture omniprésente et la fascination exercée par la vie parisienne.

En face, les Arabes. Traditionnellement l'objet d'un racisme verbal (« On ne peut pas leur faire confiance ») ils sont tour à tour les frères et les ennemis. « Avec eux », dit Bettoun, on s'embrasse ou on se tue ». Si Bouli, le chef du gang des arabes et Raymond Bettoun se connaissent et se comprennent, les générations suivantes n'ont plus de langage commun. Leur seul héritage : le poids de l'histoire, la

mémoire de la haine. Bouli l'a bien compris, qui déclare à Bettoun : « Les français nous ont niqué, toi et moi ». Une allusion politique d'une parfaite limpidité.

Cette France, ce pays d'accueil, se referme, tel un piège sur la famille Bettoun. Annie Dupérey, une femme médecin, séduisante et indépendante incarne cette métropole inaccessible.

ce rêve de liberté, si présent dans l'imaginaire de ces déracinés, qu'ils soient juifs ou arabes. Un policier



(Jean Louis Trintignant) poursuit Bettoun de sa haine. « Je n'aime pas vos manières, dit-il. Vous sentez l'huile et j'ai l'odorat fragile ». Villars, un jeune gangster qui « monte » (Bernard Giraudeau :

merveilleux) refuse de rentrer dans le clan Bettoun et devient donc un rival. Personnage ambigu, dénué de tout racisme primaire mais désireux de prouver une supériorité, il joue le rôle d'un véritable démiurge, divisant juifs et arabes, pour mieux régner, vous l'avez deviné.

Mais le film de José Arcady n'est ni un catalogue, ni une exposition, ni même une démonstration. José Arcady a saisi dans le mouvement la dynamique de cette confrontation des cultures. Chaque détail, chaque personnage, si secondaire soit-il prend un relief particulier grâce à une extrême subtilité qui confère à cette saga des peuples une rare authenticité. Tous les pièges du manichéisme, de la complaisance ou tout simplement de la caricature ont été soigneusement évités. Il ne reste que la peinture à peine nostalgique de ces mondes qui craquent où juifs, Arabes et chrétiens interviennent dans le jeu de l'autre pour en modifier les données et finalement bouleverser et pervertir tous les codes.

Et si le film se clôt sur une scène religieuse (la commémoration du Grand Pardon à la synagogue), c'est pour mieux montrer l'ambiguïté d'une tradition. Dernière image : un petit orphelin blond, fils d'une juive et d'un français, regard de son grand-père (Bettoun) partir avec le policier. Il sourit immensément. Il a un pied dans la synagogue, l'autre dans la rue.

Fabienne Messica



vus par Peira Cava

Le grand pardon

d'Alexandre Arcady, avec Roger Hanin, Clio Goldsmith, Bernard Giraudeau, Jean-Louis Trintignant, Gérard Darmon, Annie Dupérey, et Robert Hossein

Alexandre Arcady est un berger-allemand - on ne peut le nier, son film a du mordant et même plus. Mais il y a surtout, dominant une production au demeurant remarquable, Roger Hanin, dans un rôle qui lui semble familier : celui de l'arriviste arrivé. Mais dans le film il s'agit, bien sûr, d'un truand de petite envergure c'est à dire de ceux qui ne répugnent pas à tuer de leurs propres mains. (Si je puis m'exprimer ainsi). Lorsque les circonstances l'exigent.

Le poids, la masse, la truculence, le regard noir à souhait, ou le sourire calculé, tout y est, avec les colères en plus, feintes bien sûr, comme chaque geste, chaque intonation de ce personnage interprété par Hanin, haut en couleur, bon père et bon grand-père, mais qui expédie volontiers dans l'autre monde ceux qui n'ont pas été bons avec lui, ou avec son clan. Je le répète encore, Roger Hanin est criant de vérité.

Auprès de lui, lui collant aux fesses, son contraste, son opposé, son négatif en quelque sorte : le commissaire Jean-Louis Trintignant, sobre, discret, précis, appliqué, méticuleux, et tout aussi efficace. Trintignant est en train de débiter une excellente deuxième carrière.

Clio Goldsmith, malgré son jeune âge, a déjà les nichons qui tombent, mais, pour compenser, de fort beaux yeux et un regard ensorcelant.

Annie Dupérey a une classe, je ne vous dis que ça.

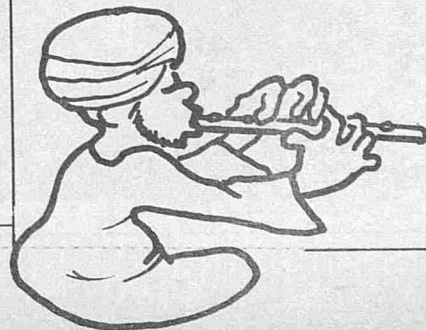
Quant à son grand gamin de jules, pardon c'est un lapsus, je voulais dire de Bernard Giraudeau, ah, ce qu'il est beau le con, pas l'air du tout d'ailleurs, mais, mais, son personnage réservera un petit coup au coeur de ses admiratrices, mais là je ne peux rien vous dire, je ne suis pas de ceux qui vendent la mèche.

Espion lève-toi

d'Yves Boisset avec Lino Ventura, Michel Piccoli, Bruno Cremer et Krystyna Tarda

Film bien fait. Techniquement. Mais malheureusement dépourvu d'originalité. C'est le centième du genre. Tous pareils. Même découpage. Même montage. Ventura, Piccoli, Crémer : parfaits, mais c'est normal, ce sont d'excellents comédiens, alors voilà, on s'emmerde un peu.

P.S. : Pour le script : le plan de gare sous-titré : « vendredi 14h30 ». Avec une horloge en G.P. qui marque midi moins le quart, c'est un peu gros, non ?



Boxe

AL BROWN ECRIT PAR UN PEINTRE

Ancien champion du monde de boxe, génial mariage de l'araignée (1,76m) et du cobra (54 kg), Al Brown s'est vu consacré un livre écrit par un peintre espagnol Edouardo Arrayo. Al Brown, dont la personnalité défrayait toutes les chroniques surtout parisiennes de l'époque, représentait aux yeux du public un champion hors pair. Mais sa vie privée jugée tumultueuse lui valut les pires sarcasmes.

Jugez vous-mêmes. Pouvait-on réellement devenir champion du monde à trente cinq ans, avoir un sérieux penchant pour l'opium, adorer le champagne, être joueur, musicien, homosexuel et de surcroît noir ?

Beaucoup de ces qualificatifs dérangeaient l'opinion qui croyait et croit toujours qu'un boxeur ne vit que pour son sport, ne buvant pas et ne fumant pas et se privant de relations sexuelles plusieurs jours avant un combat.

Toutes ces images de la vie d'Al Brown ne cessaient de flotter dans la tête d'un enfant d'Espagne jusqu'à devenir obsession. Voilà comment Arrayo, devenu peintre confirmé, et n'ayant jamais pu reproduire sur une toile celui qui l'a fait rêver durant son enfance, lui a consacré un livre, après une patiente recherche d'archives.

Arrayo a réussi un très beau livre sur un personnage incroyable qui tirait à lui seul toutes les jouissances

et les souffrances de la vie, adulé et exploité, célébré et rejeté par un public qui chavirait dans un mélange d'amour-haine. Avec la secrète envie de défier tant de cancans et de mystères accumulés au cours d'une existence pleine de splendeurs et de misères, d'un destin voué à la cruauté humaine, Al Brown nous est décrit d'une façon admirable par Arrayo dont le livre nous tient jusqu'à la dernière ligne :

« Alfonso. Le poète de l'existant et de l'imprévisible. Son nom annonce la solitude sans rachat ».

HOCINE

« Panama » Al Brown par Arrayo chez J.C. Lattès.

Le Camerounais Emebe bat par K.O. l'Américain Strauss

Le camerounais Jean-maris Emebe, champion d'Afrique des poids moyens, a battu samedi 30 janvier à Yaoundé devant 15 000 spectateurs, le boxeur américain Bruce Strauss, par K.O. à la 39^e reprise. Emebe confirme ainsi qu'il compte parmi les meilleurs poids moyens mondiaux en activité. Après le déclin de Hamani dans cette catégorie, il reste le seul africain pouvant inquiéter les spécialistes mondiaux dans cette catégorie.

La semaine dernière, le clan du boxeur français Louis Acariès se plaignait du manque d'adversaires à la peinture de Louis pour sa préparation au titre mondial, la victoire de Emebe devrait donner matière à réflexion à ce clan. Encore faut-il trouver un organisateur bienveillant, vus les difficultés rencontrées par les pugilistes africains pour disputer un combat en France.

Frias conserve son titre

L'Américain Arturo Frias a conservé, samedi après-midi à Los Angeles, son titre de champion du monde de boxe des légers (version WBA), en battant le vénézuélien Ernesto Espana par décision de l'arbitre à la 9^{ème} reprise.

Toutefois, la décision a surpris les spectateurs de l'Olympic auditorium.

L'arbitre a en effet arrêté le combat au début du neuvième round pour demander au docteur de service d'examiner une profonde coupure sous l'oeil gauche du californien, blessure provoquée par un coup de tête du vénézuélien.

Le Dr Swartz Affirma que Frias ne pouvait continuer, l'arbitre consulta alors les juges qui estimèrent le coup de tête involontaire mais la décision fut annoncée : « comme Frias menait aux points, il remporte le gain du match et conserve son titre ».

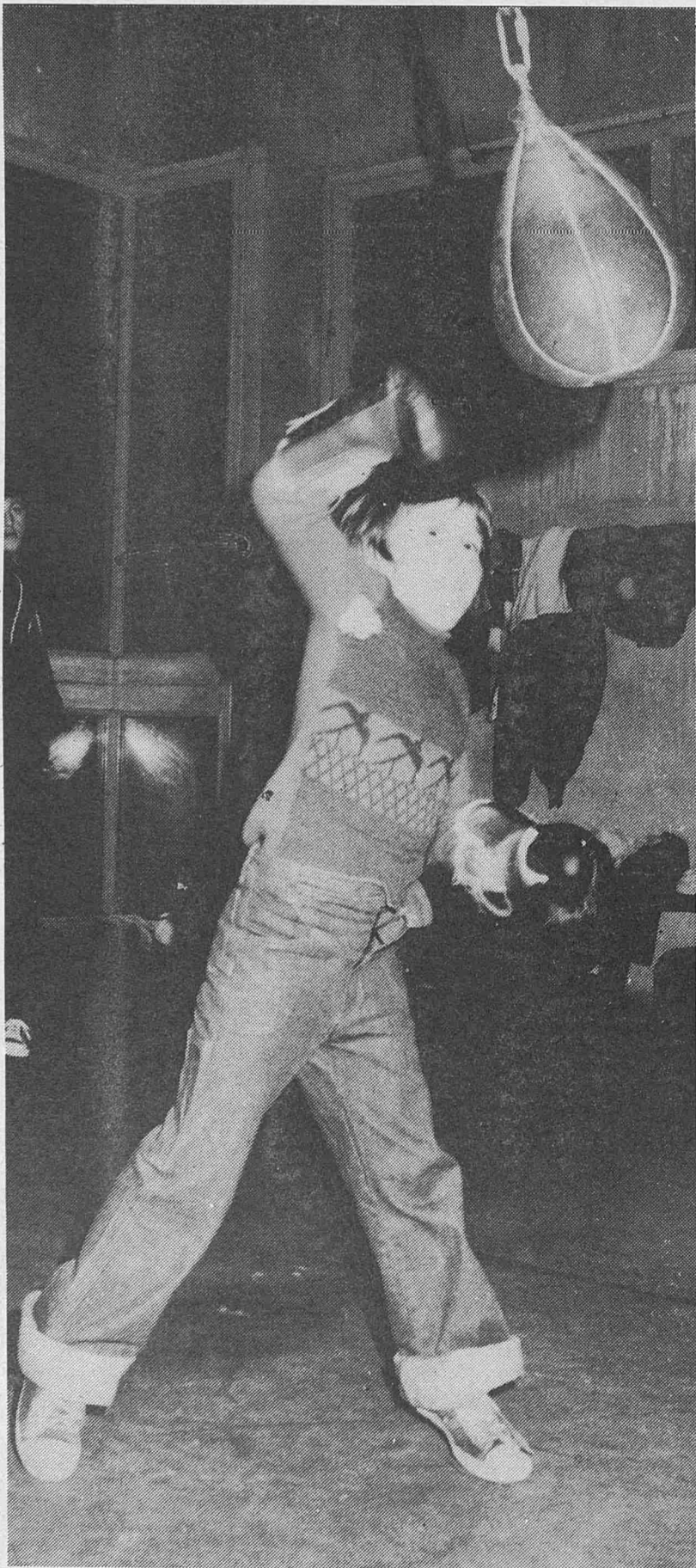


Photo Akli T

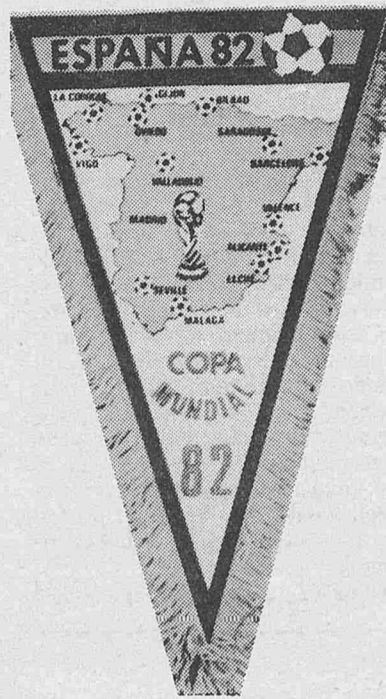
« L'hymne du Mundial »

Le grand ténor espagnol Placido Domingo a enregistré l'hymne du Mundial 82, et ce devant le peu de succès remporté par la précédente version qui était interprétée par le groupe « Red de San Louis ». La firme de disques a donc fait appel à ce ténor pour cette nouvelle version dont voici la traduction des paroles :

« Le soleil illumine le stade, l'Espagne revêt des habits de fête. On voit sur le terrain les supporters qui vont occuper les gradins,

agitant des drapeaux et écoutant des chansons joyeuses. Et ainsi le public exalté applaudit toujours les meilleurs. Vive le Mundial. Que tous les pays viennent jouer. Vive le Mundial. Le terrain est une fête tout un festival... etc, etc ».

La suite n'a aucun intérêt, comme le texte ci-dessus d'ailleurs. A croire que le niveau intellectuel de l'auteur de ces paroles ne va pas aussi haut que le ballon de football ! Mais la loi de pesanteur aidant... Et dire qu'ils vont être des milliers à fredonner cet air.



Rugby :

La Tunisie battue par les Pays-Bas

Les Pays-Bas ont battu la Tunisie 18/6 au cours d'une rencontre de rugby comptant pour le tournoi de la F.I.R.A. (Fédération internationale), samedi à Tunis.

Les néerlandais, nettement plus aguerris et en meilleure condition physique, n'ont guère éprouvé de difficultés pour dominer la formation tunisienne, qui manque encore d'expérience internationale, le rugby n'étant pratiqué qu'à une échelle limitée en Tunisie.

Cameroun : Représenter dignement l'Afrique

Certes, représenter dignement l'Afrique est un joli slogan adopté par la fédération camerounaise de football.

Les camerounais qui se sont qualifiés pour le Mundial 82, ignorent toujours comment ils se prépareront et quelles équipes ils rencontreront au cours de cette préparation.

En effet les caisses de la fédération camerounaise sont tristement vides, et son président Mr Titti vient de lancer un appel et demander une avance à la FIFA.

Une situation assez dure pour les camerounais qui espèrent laisser une bonne impression à ce Mundial. Mais quand on sait que les futurs adversaires du Cameroun ne cessent de disputer des rencontres amicales pour leurs préparations on devient sceptique au slogan des africains. Quant aux salaires des joueurs...



Un polonais heureux.

Szarmach, dernière recrue d'Auxerre, a, samedi 30 janvier fait mordre la poussière aux verts de Saint-Etienne.

Ce polonais, plusieurs fois capé en équipe nationale, a attendu patiemment, comme le veut le règlement de sa fédération de dépasser la trentaine d'années avant d'aller vendre ses talents en occident.

Ayant participé à deux coupes du monde (74 et 78), il formait avec son compatriote Lato, un tandem d'attaque très redoutable, les meilleures équipes mondiales pourraient vous le certifier.

Arrivé dans l'Yonne, Szarmach s'est très vite adapté au jeu de sa

nouvelle équipe, et compte maintenant parmi les meilleurs butteurs du championnat de France. Samedi pour le compte de la vingt-cinquième journée de championnat, Auxerre recevait le leader St-Etienne.

Szarmach n'a pas raté ce rendez-vous important, il a même polarisé l'attention : non seulement grâce aux deux buts qu'il a inscrits mais également par son jeu collectif et ses démarrages instantanés.

Ainsi « les verts » ont été passés à la moulINETTE auxerroise qui peut se réjouir d'avoir dans ses rangs un polonais heureux, par les temps qui courent, c'est rare.

Hocine

AFP

MUSIK

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers 75020 Paris.

Les 5 et 6 février à 20h30 : **Bonga**, auteur compositeur interprète angolais pour un spectacle : chant et tam-tam, expression d'un peuple

Le 7 février : **Azikmen**, rythmes afro-reggae. A 17 heures.

Du 9 au 14 : **Force rythmique A.V.G.A.D.A.S.** percussions caraïbes avec Amédéo Suriam et Ras Esther Wilson avec la participation d'autres musiciens.

DUNOIS : 28 rue Dunois, à 20h30, 75013 Paris, tél. 584 72 00

Jusqu'au 6 février : **Duo Keith Tippett** (piano), **Elton Dean** (saxo).

Dimanche 7 à 20h30 : **Bekummeris big band**, de Le Masne et Sauvageot

Judi 11 : **Trio Misha Lobko/Maggy Nichols/Radu Malfatti**

NEW MORNING : 7, 9 rue des Petites Ecuries, tél. 523 51 41

Les 4 et 5 : **Europamérida** de Jef Gilson

Les 6 et 7 : **Triptique Orchestra** de J.L. Vignaud Big Band

Les 8 et 9 : **Amazonia** de Michel Alimeck, musique africaine

Les 10 et 11 : **Reggae Roddy**

AMERICAN CENTER : 261 bd. Raspail, 75014 Paris, tél. 321 42 20

Mardi 9 à 21 H : Pour la première fois réunis à Paris en un concert unique **Frédéric Rzewski** (piano), **Steve Lacy** (saxo soprano) et **Garett List** (trombone). Beau mariage de jazz et d'avant-garde classique.]

AZENZAR, chants et musique kabyle, au théâtre **Paul Eluard**, PLACE Marcel Pointet, 93240 Stains (tél. 821 61 05).

Prix : Non usagers : 25 F ; Usagers : 20 F ; Collectivités et moins de 13 ans : 18 F.

Itinéraire (ça a l'air compliqué pour arriver, mais... suivez le guide !) : Métro : station Porte de Paris + autobus 153 A ou 142 ;

Autobus : de la Porte de la Vilette, d'Aubervilliers, de la Courneuve, d'Epiney sur Seine, de Ville Taneuse, de Pierrefitte, bus 150 ou 250 A.

DUNOIS : Théâtre 28, rue Dunois - 75013 Paris. Tél : 584 72 00

14 soirées chansons avec **Frédérique Hâtier**. **A. Démon**, **Carlos Andreu**, **Olivier Foy**, **Vincent le Masne**, **David Ranz** et **Ben Zimet**.

Le 21 février : Concert avec l'Harmonie du 13ème arrondissement.

Le 28 février : Soirée dansante.

BOBINO : **Mercédès Sosa** jusqu'au 14 février au 20 rue de la Gaité, Paris.

Tél : 322 74 84: Dépêchez-vous. En première partie : le groupe chilien **Illapu**.

NEW MORNING : Le 7 Février **Tropique Orchestra** avec **J.L. Vignaud** et le **Big Band**.

Alors, alors, le 8 et 9 février **Oheure** divine surprise **AMAZONIE** de **Michel Alimeck**, musique africaine. Un ami du journal.

THEATRE NOIR : 23, rue des cendriers - Paris 20ème 7 Février : **Azimken**, rythme afro-reggae : concert à 17 heures.

9 au 14 : « **Force Rythmique D. Vgadas** ».

Percussions Caraïbes contemporaines avec **Amede Suriam** et **Ras Ester Wilson**.

tous les jours à 20h30.

Le 14 : **Philippe Vestris** : Rock, Jazz, Samba. Concert à 17 heures.

AU CLOITRES DES LOMBARDS : **Bovick and Partners**

5, 6, 7, 12, 13, 14, 19 et 21 Afro-Funky-Reggae - 62 rue des Lombards - 75001 - Paris Réservation : 233 54 09

Bovick vient de remporter le « Maracas d'or » 1980.

MEKSA : Interprète des chants et des poésies de **Kabylie** sera lui aussi au cloître des Lombards les 23 et 24 février à 22 heures.

CINE

CINEMA :

Centre Culturel de la Communauté Française de Belgique - 46, rue Qimcampois - 75004 Paris, (Piazza Beaubourg).

Simenon et le cinéma séance unique à 18 heures tous les jours du mardi au samedi.

L'ainé des Ferchaux : (1963) d'après le roman publié en 1945 chez Gallimard. Visible le Vendredi, samedi, mardi.

Dernier refuge 1947 : D'après « Le locataire » publié chez Gallimard en 1934: Réalisation **Marc Mauvette**. Visible le Mercredi 10 février et Jeudi 2 février.

97es anneaux de Bicetre (1 d'après le roman écrit en 1962. Réalisateur : **Louis Grospierre**. Visible le Vendredi 12 et Jeudi 11 février.

Le cercle de **Hamid Amzal**, film qui relate un « fait divers » raciste survenu dans un hôpital où un immigré a trouvé la mort après un voyage hôpital-commissariat-hôpital-morgue. Les deux Dupont La Joie en blouse blanche passeront en jugement le 5 à Creil. Hamie vous propose les projections suivantes :

- Creil le 5 à 20h30 à la Maison Creilloise des Loisirs, 30 rue de la Maternité

Cinéma *St. Séverin*, samedi 6 à 11 Heures du matin

Maison des Amandiers dimanche 7 à 15 Heures.

EXPOS

EXPOSITION VIDEO : La **CIMADE**, le **CLAP** : Interservice migrants :

Organisent du 15 au 20 Février des panneaux photos vidéogramme, débat autour de « La presse et les Immigrés », les immigrés sous la presse, vedettes bien malgré eux des faits divers que reste-t-il de leur réalité ? qu'apparaît-il de leur réalité ? Film/Sans Frontière de l'autre » se reportage se veut témoignage d'une réalité, le journal « Sans-Frontière » discours à plusieurs voix de personnes singulières, questionnant la réalité française d'aujourd'hui, leur réalité.

De 14 h à 19 h Au Forum des Halles Espace quatre Niveau 4 - Porte Lescot : Tél 297 54 30

THEATRE

ESSAION/VALVERDE : 6 rue Pierre-au-Lard, tél. 278 61 73

A 20h30 : à partir du 10 février : **Le marteau des Maléfices**, de Françoise Devilliers inspiré d'un conte drôlatique de Balzac. Dans la ville de Tours, une belle Egyptienne fait parler d'elle.

NEDJMA : La troupe sera les 12, 13 et 14 février à 22 heures à Violes, La Garex à Musique pour des représentations de **Barka**.

THEATRE DE LA TEMPETE : Cartoucherie, Route de la Pyramide, 75012 Tél. 328 36 36

Jusqu'au 5 février : **L'étranger dans la maison**, une pièce de Richard Demarcy, mise en scène de Richard Demarcy et Teresa Motta. Une fable burlesque et tragique, écrite à partir de nombreux événements réels de la société française contemporaine

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs

Théâtre Noir : A 18h30 : **Yerma** de Garcia Lorca

A 20h30 : **Michel Boujenah** dans **Anatole**

A 22h15 : **Elle lui dirait dans l'île**

Théâtre rouge : A 18h30 : **Don Quichotte** par le Pantagruélique Théâtre

A 20h30 : **Le fétichiste** de Michel Tournier, mise en scène par Pierre Morles avec Pascal Pistacio

A 22h15 : **Le combat de la mouche**

Petite salle : A 18h30 : **Parlons français** de Ionesco **TEP** : Rue Malte-Brun, 75020 Paris*

Jusqu'au 14 février :

Giovanna Marini, la cantatrice de tous les jours. En quatuor vocal avec **Lucilla Galeazzi**, **Patrizia Nasini** et **Maria Tommaso**.

THEATRE DE LA VILLE : Les 9, 10, 11, 12, 13 février à 18h30

Les 9, 10, 12, et 13 février à 20h30 : **Pina Bausch** et le ballet de l'Opéra de Wuppertal sont présents à Paris pour la première fois après le festival de Venise et d'Avignon.

Location des places : 2, Place du Châtelet, M° Châtelet.

COURS

Cherchons étudiant arabisant pour donner cours d'arabe classique Tél : à Michel 205 07 64.

CREOLE :

Cours de langue Créole : à partir de février.

Enfants : mercredi 15 heures.

Adultes : Lundi 20 heures par **Yvonne Tavi** et **Frantz Roisier**.

Ensemble Culturel du Théâtre Noir - 23 rue des Cendriers.

Tél : 797 85 14.

ANNONCES

NAISSANCE :

Sabri est né à Grenoble le 26 janvier. Le bébé est bien portant. Nous présentons tous nos vœux de bonheur à **Brigitte** ainsi qu'à **Lotfi**. Ce même **Lotfi** que vous avez pu voir dans la pièce « **Mohammed Travolta** » jouée par la troupe **Ibn Khaldoun**. Ainsi la tribu **Travolta** s'est enrichie d'un acteur, celui de la 3ème génération. La maman se porte bien de même que le bébé et notre ami **Lofti** n'a pas trop souffert de « l'accouchement ».

TRAVAIL...

Selon Antillais et africain : 23 rue de Meaux, 75019 Paris. Recherche coiffeurs et coiffeuses diplômés (es) Tél : 262 96 17.

FASTI :

Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés.

Recherche un (e) permanent (e) pour les prochains mois (date d'embauche non encore connue) pour remplacer **Yves de la Haye**.

Il (ou elle) sera chargé (e) de la documentation de la FASTI.

Elle pourra être amené (e) à se déplacer en province et dans la région parisienne.

LA FASTI recherche un (e) permanent (e) pour le 15 février 1982.

Cette personne sera chargée : 1) à mi-temps de secrétariat, elle devra savoir taper à la machine et avoir des notions de comptabilité.

2) le deuxième mi-temps sera consacré à la confection du journal mensuel de Mouvement « FASTI-INFO »

Envoyer lettre de candidature et C.V. à : FASTI 4, square Vitruve 75020 Paris.

Sports d'hiver Htes Vosges. Loue à la sem. studio chalets. Tout conf. vac. de Pâques et d'été. Prix réduit de mars à juin.

Pierre Valdenaire Le Daval 88250.

La Bresse. Tél : (29) 25.41.62.

La peinture, le papier, le tissu, la moquette et travaux divers, on en fait notre affaire. Confiez-nous en toute confiance vos travaux. Prix intéressants et

devis gratuit. Tél : 330 57 41 Le soir après 19 h.

THEATRE :

Cherche comptable, ou ayant expérience comptabilité de 20 à 30 ans Tél : 374 20 21.

STAGE :

Le Centre Linguistique appliquée de Besançon - 47, rue Mejevand - 25030 - Besançon.

Le stage a lieu à 5 Km en direction de Lyon, sortie du village Beur. Centre de Préformation. Le stage est gratuit, hébergement et nourriture sauf le voyage. Le stage débute le 15 mars à 10 h et se termine le 19 « Préformation et renouvellement méthodologique à partir des travaux du CLAP.

S'inscrire auprès de **Martine Cottin** 81.82.25.01. Poste 378 ou 372.

CLAP ROUEN propose, du 15 au 19 février à Rouen, un stage d'initiation à l'expression par les techniques audio-visuelle. Approche du montage audio-visuel. Renseignements : **CLAP - 33, Ter rue Pontuelle 76 000 - Rouen.** Tél : 35 88 57 37.

SCENE : Chanteur algérien d'origine kabyle, cherche por tournées, jeunes filles dansesues, sachant faire les choeurs sur scène et pour faire des disques. Quelques notions de danse kabyle et chant souhaitées. Pas sérieuses s'abstenir. Téléphoner **NAGA Diffusion** 355 25 03

CONTACT : Cherche correspondant ou correspondance agés de trente ans dans un but d'amitié sincère et d'échanges sur tous les sujets. Ecrire à **Ghislaine Ranger**, 5 rue Charles Hern, 75800 Bischeim

CORRESPONDANCE :

M. Djaber MOHAMMED Village Redjouna El-Bour - Tizi-Ouzou - Algérie.

Souhaiterais correspondre avec jeune fille âgée de 19 à 22 ans aimant la nature, la moto, la musique et les voyages.

Moi, je suis un jeune étudiant de 21 ans, de nationalité algérienne (Kabyle).

Centre Culturel Maghrébin « **Nedjma** », 69, rue Boissière - 75016 Paris Tél : 500 92 17.

Ouvre prochainement ses portes, il y a du cinéma théâtre, musique, cours d'arabe, culture en général. Nous demandons des moniteurs et des monitrices de langue arabe... (bénévoles en attendant).

ASSOCIATION :

Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural du tiers-monde. Association fondée par deux anciens coopérants : Cette association est faite en vue d'aider les immigrés qui souhaite rentrer chez eux. Cette association s'adresse plus particulièrement aux africains des régions du pays du Sahel. 145 rue St-Dominique, 75007 Paris : Tél : 705 16 29.

JEUX ET MOTS CROISES

Par Hartman

Solution grille n° 36

1	T	A	R	F	A	Y	A	T	A
2	O	D	A	L	I	S	Q	U	E
3	M	I	S	E	R	E	U	S	E
4	B	E	A	U	R	E	E	T	
5	O	U	V	A	D	E	C	U	
6	U	V	E	N	D	U	E	N	
7	C	L	E	N	O	C	E	I	
8	T	E	T	R	A	S	R	I	S
9	O	O	A	B	E	T	I	R	
10	U	N	I	A	R	E	N	E	S

Grille n° 37

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

VERTICALEMENT

1. Pays d'Afrique - Arrose Berlin
2. Pays d'Amérique - Platine ;
3. Réfuter - Rayé ;
4. Pas acquise - Interjection ;
5. Ville d'Egypte ;
6. Port danois ;
7. Endure ;
8. Bière - Col alpin ;
9. Arrose Creil - Pays d'Europe ;
10. Paru - Supprimée - Vieille cité ;

HORIZONTALEMENT

1. Capitale Africaine - Mouche ;
2. Filin - Vieille contrée ;
3. Vêtements en lambeaux ;
4. Gloutonne - Liaison ;
5. Abrasif ;
6. Crible - Femelle rétive ;
7. Prophétesse - Dupée ;
8. Briller ;
9. Cloison - Infinif - Poète hongrois ;
10. Ecima - Aliborons



Histoire de Moussa

Moi, on m'a envoyé en vacances en Algérie. A mon retour, je suis allé voir ma soeur à l'hôpital. Je l'ai vue. Je lui demandais où était Aïcha elle me répondait -Aïcha est là-bas elle est en train de peindre.

C'est Aïcha qui nous a ouvert la voie, à tous, mais à ses dépens. Elle a mis longtemps avant d'émerger. J'allais la voir à Lyon chez des copains. C'était très dur pour elle. Elle faisait des petits métiers, elle était dépressive. Ça n'allait pas. C'est grâce à elle que je me suis découvert une sensibilité. Jusque là, ce qui comptait pour moi, c'était les études et le commerce. C'est elle qui m'a changé. Elle s'est inscrite en psycho, et peu à peu elle s'est remise à vivre. Finalement avant ces années de détresse de ma soeur, je n'avais pas compris grand chose à ma soeur et à moi-même, finalement. Je me suis senti proche de ma soeur quand pour la première fois j'ai eu mal à quelqu'un ; parce que jusqu'ici j'étais dans la ligne de mon père, autoritaire et rigide. J'ai découvert que c'est compliqué grâce à Aïcha ; elle m'a permis de me mettre à la place de quelqu'un, de sentir. Pour Aïcha, l'émotion, qui ne m'avait pas fait pleurer à la mort de mon père, je l'ai ressentie. Pendant des années elle a vécu seule, complètement. Pendant quatre ans Aïcha a coupé les ponts avec la famille. Elle a appris à vivre seule. Elle a eu une amie institutrice qui l'a aidée, qui l'a orientée. Elles ont été étudiantes en psycho ensemble.

Je faisais science-éco et en même temps je faisais les marchés. Depuis l'âge de 11 ans j'aidais un Arménien qui vendait des habits. Il avait un magasin « Paris-Nouveautés » à Saint-Chamont. J'étais très bon vendeur. J'avais de bons pourboires. J'ai travaillé avec lui 10 ou 15 ans. Quand je vendais une jupe de 50 F, je gardais les 20 F ; ça me faisait de l'argent pour la famille. Quand j'ai voulu me mettre à mon compte, les Arméniens m'ont aidé. J'étais sur les marchés. Mes frères ont gardé le commerce, ils ont une boutique, maintenant. En même temps je vendais des merguez. J'allais toujours à la fac à St. Etienne l'après midi. J'habitais chez ma mère. J'avais 25 ans. Je ne pouvais pas laisser ma mère seule avec les petits. On suivait tous le lycée et la fac. Ça me rendait fier de les aider. Et puis ça me plaisait le monde des forains : les Manouches, les Arméniens, les fromagers français... J'écrivais des nouvelles là-dessus. Sur les marchés je n'ai jamais souffert du racisme. Sur la place du marché à l'arrêt des cars, j'ai vendu des merguez, jusqu'à une pétition du charcutier qui m'a remplacé...

Je gagnais beaucoup d'argent. J'avais de belles voitures. J'étais bien habillé. A cette époque pour les ouvriers de St. Chamont, je vendais tout ce qui était à la mode. J'ai eu les premières chemises en jean, les premiers jeans à poches tressées, les premiers maillots en jean. En province, tout le monde s'habille au marché, c'est pas comme à Paris. J'avais un camion avec une remorque. A St. Chamont « le Quartier » c'est le quartier Arabe, je le connais bien, j'ai des copains. Je suis du « Quartier » même si je n'y habite pas. J'ai été le premier commerçant de St. Chamont. Beaucoup d'Arabes sont sortis du « Quartier » par le commerce. On aimait la musique. On était les meilleurs danseurs de rock. On allait en boîtes. Les filles aiment les gars qui dansent bien, je faisais des tampons ; je les reproduisais et je les vendais ; je les dessinais d'après le modèle que j'avais relevé. En plus j'avais de très belles voitures dans lesquelles je transportais les copains. Les commerçants ont toujours des combines pour les super-voitures pas chères. Dans les boîtes on avait des copines françaises. On ne pouvait même pas imaginer sortir avec la soeur d'un copain algérien. J'aimais la

musique. Des Arabes jouaient dans des orchestres de bal. Il y avait des Espagnols, des Italiens avec lesquels on avait grandi. Chacun parlait la langue du copain. On parlait presque tous arabe et italien. Un copain italien s'est fait traiter de sale bougnoule. Le chanteur chantait des tubes en anglais ; il faisait semblant parce que souvent il ne connaissait pas l'anglais... Je transportais le matériel avec mon camion et ma remorque. Je faisais le tour des bals. Je vendais des merguez devant le bal -chapiteau. C'était plus l'époque des boîtes. Je suis devenu leur impressario pratiquement. En même temps je me suis mis à fumer du H. Je faisais toujours les marchés et la fac. Ces musiciens travaillent tous en usine, ils faisaient tous un travail manuel, ils avaient entre 18 et 22, 23 ans.

A un moment j'en ai eu marre du fric. Si on veut que ça marche vraiment dans le commerce, on devient requin. J'ai peu à peu laissé tomber la fac, les marchés et je me suis mis à la défonce. A cette époque-là je ne voyais pas Aïcha. Je me suis mis à l'acide, j'ai fait des conneries. J'ai compris que je devais quitter St. Chamont si je voulais sortir de là. Je me suis arrangé pour me faire griller. On m'a arrêté. J'ai laissé le commerce à mes frères et j'ai décidé de partir en Algérie. Les flics me cherchaient.

Avec la drogue, c'était une manière de se sentir bien avec les copains. Le H c'est une gomme. Tu oublies. Pour nous il n'y avait rien de mystique là-dedans. Et puis pour moi c'était toujours cette curiosité. Il y avait surtout des garçons. Une ou deux françaises. On était Arménien, Algérien, Italien. C'était il y a 6 ans. J'avais de l'argent, je trouvais ce que je voulais sans problème. souvent on prend de l'acide à la place du H. Avec l'acide, tu te quittes c'est fantastique. Ça ne t'empêche pas d'être actif. On allait à la piscine à la pêche, on faisait du sport. L'acide n'était pas frelaté à cette époque-là. On faisait de la musique. On n'était pas amorphes, on ne se prenait pas pour des intellos ; on se sentait bien, c'est tout. On passait pas la nuit à parler de bouquin ou de philosophie hindoue. Dans la campagne de St. Chamont les orages sont extraordinaires. On prenait de l'acide avant un orage et on allait voir l'orage, sentir les éclairs, la pluie, le déluge, le bruit. Certains se sont trouvés accrochés avec l'héroïne. Mais je ne suis pas resté accroché. Certains se sont suicidés. Il y a eu plusieurs overdoses. Je savais que je m'en sortais. J'avais d'autres intérêts dans ma vie. Certains copains, non. Ils étaient là, sans issue. Mon copain italien s'est suicidé. Il est mort. Ils ont vieilli sans faire autre chose que des petits jobs. Maintenant à 14 ans les garçons se piquent. Le « Quartier » a disparu. C'est une catastrophe depuis que les Arabes

Avec la drogue c'est une manière de se sentir bien

n'habitent plus la cité médiévale. Ils sont tous parqués dans des cités HLM.

On aimait le « Quartier » c'était notre terrain d'aventure. Depuis la délinquance a augmenté ; je crois que les plus jeunes n'aiment pas la cité HLM comme on aimait le « Quartier ».

C'était chez nous et il y avait une histoire. On avait un support à notre imagination. Les cités-ghettos n'ont pas d'histoire. Le béton n'a pas d'histoire.

Je crois, pour la défonce, que les copains qui n'auraient pas pris de l'héro auraient été alcoolos. Au moins avec l'héro, tu ne sens pas l'alcool. C'est bizarre mais tous croient aux

« djouns » Ils ont une peur terrible du diable. Ils sont craintifs et les « djouns » comptent pour eux. Ils en parlent et ils y croient vraiment. Un jour dans une vieille Maison pour Tous qu'on occupait pour faire de la photo, des copains sont venus au ping-pong. On s'est amusés à faire des bruits, on a coupé l'électricité, on a hurlé et ils se sont sauvés. Ils en ont parlé pendant des mois en disant que c'était « les djouns ». On n'a pas dit que c'était nous. Avec la drogue, il y a une illusion de solidarité, une sécurité on n'a plus peur, il n'y a plus de mal à vivre. Ils n'aiment

donné un visa provisoire. Je suis parti. JE ne peux plus retourner en Algérie.

Je suis allé à St. Chamont ; ma mère m'a dit de ne pas rester là. J'ai eu l'occasion d'aller à Grenoble où j'avais une copine de St. Chamont. Elle habitait la Cité universitaire. J'y suis allé. Elle n'était pas là. Je l'ai attendue. sa voisine m'a offert un café. Ça fait cinq ans que je suis avec elle. c'est Ginette.

A ce moment-là j'ai revu ma soeur Aïcha. Elle faisait la liaison avec St. Chamont. Je suis resté à Grenoble. J'étais élégant, dragueur, beau parleur, un peu mystérieux.

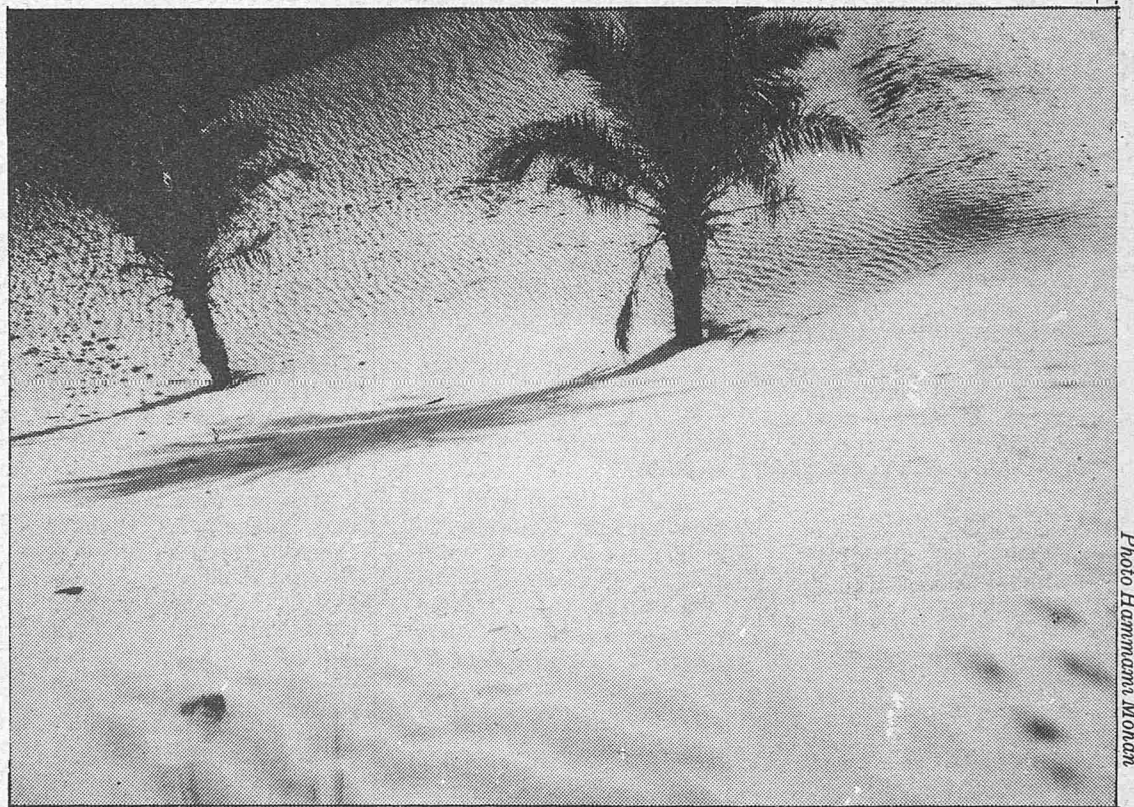


Photo Hammami Mokar

pas se piquer tout seuls, ils ont peur, ils se piquent en bande, ensemble.

Ma famille est restée en retrait. Moi aussi. Mais je ne souffre d'être Algérien que lorsque je vais mal. Et quand je prends une cuite dans un café Arabe pas chez les Français.

Je suis donc parti en Algérie. Ma tante m'attendait pour se marier. Ma mère a une maison à Sétif dans laquelle vit sa soeur. Ma mère a toujours pensé au retour. A Alger, j'ai cherché du travail. Je cherchais aussi à fuir la drogue. J'avais un DEUG d'économie. Partout on me demandait si j'avais fait mon service. J'étais Algérien, je ne pouvais pas revenir en France. Les flics me cherchaient. Je me suis occupé des affaires de ma mère. Je ne voulais pas faire mon service. J'ai pensé partir au Canada, mais il faut arriver

Ça plaisait aux filles. Je vivais avec Ginette dans la Cité universitaire. J'ai travaillé comme animateur, éducateur. J'aimais bien travailler avec des enfants. Ils étaient souvent immigrés. Ginette était élève-infirmière. Elle allait mal à l'époque. Au fond, elle n'avait pas envie d'être infirmière.

On a revu Aïcha. C'est elle qui nous a aidés. On a débarqué à Lyon en novembre. On a dormi pendant 3 Jours dans la voiture. Aïcha faisait des gardes de nuit comme aide-soignante. Elle habitait dans un taudis. On a loué deux pièces à côté d'Aïcha et c'est à cette époque que j'ai commencé à peindre. Je me suis inscrit à la fac. Je travaillais dans une imprimerie comme aide-conducteur. Les pots de couleur du patron m'ont servi à peindre la voiture. Après, j'ai eu du carton. Les gars qui travaillaient aux plaques m'a donné des pinceaux. Je buvais parce que je supportais mal l'usine. Je me suis mis à peindre. C'était effrayant ce que je peignais. Aïcha m'a fait comprendre ce que je faisais. J'ai cessé de travailler. J'ai peint tout le temps. Ginette n'a pas tenu comme infirmière. Elle allait toujours mal. Avec Aïcha elles se sont aidées. Je peignais toujours. J'ai rencontré des gars à qui ma peinture a plu. J'ai fait une exposition. Ça a marché. Je ne pouvais plus cesser de peindre. A un moment on s'est retrouvés sans argent. Ginette voulait faire du mime. Sa famille s'inquiétait pour elle, sans la soutenir. Pour moi, il y a eu Ginette et moi, et ça c'est plus fort que tout. Personne ne pensait que ça marcherait et ça marche. Aïcha et Ginette ont cru à ma peinture. Et maintenant je suis à Paris avec Ginette. J'ai rencontré Hocine de St-Chamond... et je prépare une exposition

Propos de Moussa Bouïma
recueillis par Leïla Sebbar